



COURS PI

☆ *L'école sur-mesure* ☆

de la Maternelle au Bac, Établissement d'enseignement
privé à distance, déclaré auprès du Rectorat de Paris

**Terminale - Module 3p - Comment expliquer les crises
financières et réguler le système financier ?**

Sciences Economiques et Sociales

v.5.1



- Guide de méthodologie**
pour appréhender notre pédagogie
- Leçons détaillées**
pour apprendre les notions en jeu
- Exemples et illustrations**
pour comprendre par soi-même
- Prolongement numérique**
pour être acteur et aller + loin
- Exercices d'application**
pour s'entraîner encore et encore
- Corrigés des exercices**
pour vérifier ses acquis

www.cours-pi.com

Paris & Montpellier



EN ROUTE VERS LE BACCALAURÉAT

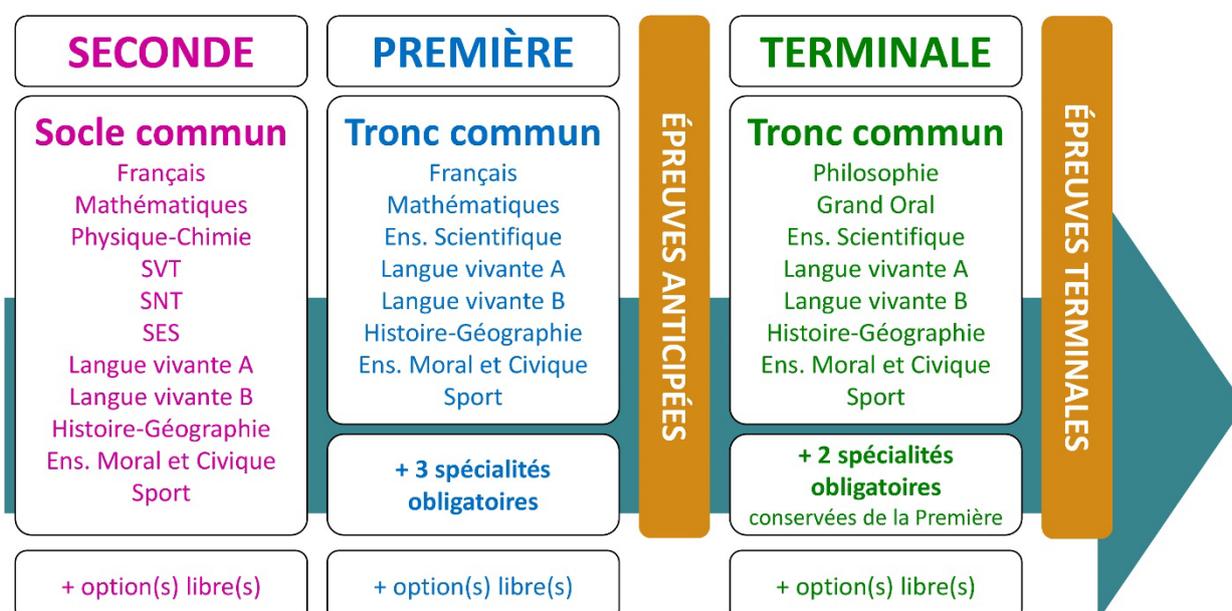
Comme vous le savez, la **réforme du Baccalauréat** est entrée en vigueur progressivement jusqu'à l'année 2021, date de délivrance des premiers diplômes de la nouvelle formule.

Dans le cadre de ce nouveau Baccalauréat, **notre Etablissement**, toujours attentif aux conséquences des réformes pour les élèves, s'est emparé de la question avec force **énergie** et **conviction** pendant plusieurs mois, animé par le souci constant de la réussite de nos lycéens dans leurs apprentissages d'une part, et par la **pérennité** de leur parcours d'autre part. Notre Etablissement a questionné la réforme, mobilisé l'ensemble de son atelier pédagogique, et déployé tout **son savoir-faire** afin de vous proposer un enseignement tourné continuellement vers l'**excellence**, ainsi qu'une scolarité tournée vers la **réussite**.

- Les **Cours Pi** s'engagent pour faire du parcours de chacun de ses élèves un **tremplin vers l'avenir**.
- Les **Cours Pi** s'engagent pour ne pas faire de ce nouveau Bac un diplôme au rabais.
- Les **Cours Pi** vous offrent **écoute** et **conseil** pour coconstruire une **scolarité sur-mesure**.

LE BAC DANS LES GRANDES LIGNES

Ce nouveau Lycée, c'est un enseignement à la carte organisé à partir d'un large tronc commun en classe de Seconde et évoluant vers un parcours des plus spécialisés année après année.



CE QUI A CHANGÉ

- Il n'y a plus de séries à proprement parler.
- Les élèves choisissent des spécialités : trois disciplines en classe de Première ; puis n'en conservent que deux en Terminale.
- Une nouvelle épreuve en fin de Terminale : le Grand Oral.
- Pour les lycéens en présentiel l'examen est un mix de contrôle continu et d'examen final laissant envisager un diplôme à plusieurs vitesses.
- Pour nos élèves, qui passeront les épreuves sur table, le Baccalauréat conserve sa valeur.

CE QUI N'A PAS CHANGÉ

- Le Bac reste un examen accessible aux candidats libres avec examen final.
- Le système actuel de mentions est maintenu.
- Les épreuves anticipées de français, écrit et oral, tout comme celle de spécialité abandonnée se dérouleront comme aujourd'hui en fin de Première.



A l'occasion de la réforme du Lycée, nos manuels ont été retravaillés dans notre atelier pédagogique pour un accompagnement optimal à la compréhension. Sur la base des programmes officiels, nous avons choisi de créer de nombreuses rubriques :

- **Suggestions de lecture** pour s'ouvrir à la découverte de livres de choix sur la matière ou le sujet
- **Réfléchissons ensemble** pour guider l'élève dans la réflexion
- **L'essentiel** pour souligner les points de cours à mémoriser au cours de l'année
- **À vous de jouer** pour mettre en pratique le raisonnement vu dans le cours et s'accaparer les ressorts de l'analyse, de la logique, de l'argumentation, et de la justification
- Et enfin... la rubrique **Les Clés du Bac by Cours Pi** qui vise à vous donner, et ce dès la seconde, toutes les cartes pour réussir votre examen : notions essentielles, méthodologie pas à pas, exercices types et fiches étape de résolution !

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES TERMINALE

Module 3p – Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

N.B. : le programme proposé dans ce module est à traiter pour qui passera ses épreuves du Baccalauréat au mois de juin d'une année paire.

L'AUTEUR



Olivier THIERRY

« Enseigner, c'est être coach, tutoriser, tirer le meilleur des élèves, et les accompagner sur le chemin de l'autonomie ». Professeur agrégé, enseignant en lycée et chargé de mission auprès de Sciences Po Paris, ses valeurs pédagogiques sont le positivisme, la bienveillance, l'exigence avec soi et avec les autres, l'efficacité, la franchise et la loyauté. Aujourd'hui papa poule de 4 filles, il a connu plus jeune les problèmes de harcèlement scolaire qu'il a surmontés en se dépassant et qui l'ont rendu attentif aux questions de justice sociale.

PRÉSENTATION

Ce **cours** est divisé en chapitres, chacun comprenant :

- Le **cours**, conforme aux programmes de l'Education Nationale
- Des **exercices d'application et d'entraînement**
- Les **corrigés** de ces exercices
- Des **devoirs** soumis à correction (et **se trouvant hors manuel**). Votre professeur vous renverra le corrigé-type de chaque devoir après correction de ce dernier.

Pour une manipulation plus facile, les corrigés-types des exercices d'application et d'entraînement sont regroupés en fin de manuel.

CONSEILS A L'ÉLÈVE

Vous disposez d'un support de Cours complet : **prenez le temps** de bien le lire, de le comprendre mais surtout de **l'assimiler**. Vous disposez pour cela d'exemples donnés dans le cours et d'exercices types corrigés. Vous pouvez rester un peu plus longtemps sur une unité mais travaillez régulièrement.

LES DEVOIRS

Les devoirs constituent le moyen d'évaluer l'acquisition de **vos savoirs** (« Ai-je assimilé les notions correspondantes ? ») et de **vos savoir-faire** (« Est-ce que je sais expliquer, justifier, conclure ? »).

Placés à des endroits clés des apprentissages, ils permettent la vérification de la bonne assimilation des enseignements.

Aux *Cours Pi*, vous serez accompagnés par un **professeur selon chaque matière** tout au long de votre année d'étude. Référez-vous à votre « Carnet de Route » pour l'identifier et découvrir son parcours.

Avant de vous lancer dans un devoir, assurez-vous d'avoir **bien compris les consignes**.

Si vous repérez des difficultés lors de sa réalisation, n'hésitez pas à le mettre de côté et à revenir sur les leçons posant problème. **Le devoir n'est pas un examen**, il a pour objectif de s'assurer que, même quelques jours ou semaines après son étude, une notion est toujours comprise.

Aux Cours Pi, chaque élève travaille à son rythme, parce que chaque élève est différent et que ce mode d'enseignement permet le « sur-mesure ».

Nous vous engageons à respecter le moment indiqué pour faire les devoirs. Vous les identifierez par le bandeau suivant :



Vous pouvez maintenant
faire et envoyer le **devoir n°1**



Il est **important de tenir compte des remarques, appréciations et conseils du professeur-correcteur**. Pour cela, il est **très important d'envoyer les devoirs au fur et à mesure** et non groupés. **C'est ainsi que vous progresserez !**

Donc, dès qu'un devoir est rédigé, envoyez-le aux *Cours Pi* par le biais que vous avez choisi :

- 1) Par **soumission en ligne** via votre espace personnel sur **PoulPi**, pour un envoi **gratuit, sécurisé** et plus **rapide**.
- 2) Par **voie postale** à *Cours Pi*, 9 rue Rebuffy, 34 000 Montpellier
*Vous prendrez alors soin de joindre une **grande enveloppe libellée à vos nom et adresse**, et **affranchie au tarif en vigueur** pour qu'il vous soit retourné par votre professeur*

N.B. : quel que soit le mode d'envoi choisi, vous veillerez à **toujours joindre l'énoncé du devoir** ; plusieurs énoncés étant disponibles pour le même devoir.

N.B. : si vous avez opté pour un envoi par voie postale et que vous avez à disposition un scanner, nous vous engageons à conserver une copie numérique du devoir envoyé. Les pertes de courrier par la Poste française sont très rares, mais sont toujours source de grand mécontentement pour l'élève voulant constater les fruits de son travail.

VOTRE RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

Professeur des écoles, professeur de français, professeur de maths, professeur de langues : notre Direction Pédagogique est constituée de spécialistes capables de dissiper toute incompréhension.

Au-delà de cet accompagnement ponctuel, notre Etablissement a positionné ses Responsables pédagogiques comme des « super profs » capables de co-construire avec vous une scolarité sur-mesure.

En somme, le Responsable pédagogique est votre premier point de contact identifié, à même de vous guider et de répondre à vos différents questionnements.

Votre Responsable pédagogique est la personne en charge du suivi de la scolarité des élèves.

Il est tout naturellement votre premier référent : une question, un doute, une incompréhension ? Votre Responsable pédagogique est là pour vous écouter et vous orienter. Autant que nécessaire et sans aucun surcoût.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Du **lundi** au **vendredi** : horaires disponibles sur votre carnet de route et sur PoulPi.

QUEL
EST
SON
RÔLE ?

Orienter les parents et les élèves.

Proposer la mise en place d'un accompagnement individualisé de l'élève.

Faire évoluer les outils pédagogiques.

Encadrer et **coordonner** les différents professeurs.

VOS PROFESSEURS CORRECTEURS

Notre Etablissement a choisi de s'entourer de professeurs diplômés et expérimentés, parce qu'eux seuls ont une parfaite connaissance de ce qu'est un élève et parce qu'eux seuls maîtrisent les attendus de leur discipline. En lien direct avec votre Responsable pédagogique, ils prendront en compte les spécificités de l'élève dans leur correction. Volontairement bienveillants, leur correction sera néanmoins juste, pour mieux progresser.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Une question sur sa correction ?

- faites un mail ou téléphonez à votre correcteur et demandez-lui d'être recontacté en lui laissant **un message avec votre nom, celui de votre enfant et votre numéro.**
- autrement pour une réponse en temps réel, appelez votre Responsable pédagogique.

LE BUREAU DE LA SCOLARITÉ

Placé sous la direction d'Elena COZZANI, le Bureau de la Scolarité vous orientera et vous guidera dans vos démarches administratives. En connaissance parfaite du fonctionnement de l'Etablissement, ces référents administratifs sauront solutionner vos problématiques et, au besoin, vous rediriger vers le bon interlocuteur.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Du **lundi** au **vendredi** : horaires disponibles sur votre carnet de route et sur PoulPi.

04.67.34.03.00

scolarite@cours-pi.com



LE SOMMAIRE

Sciences Economiques et Sociales – Module 3p – Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

Les Clés du Bac..... 1

Focus sur les épreuves du Bac 1

Notions clés 5

CHAPITRE 1. Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ? 7

Q OBJECTIFS

- Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008.
- Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative.
- Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne.
- Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatif, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit.
- Connaître les principaux instruments de régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques.
- Comprendre les effets attendus de mécanismes réglementaires et financiers.
- Etudier les limites de la régulation.

Q COMPÉTENCES VISÉES

- Capacité à décrire des mécanismes.
- Capacité à expliciter des logiques.
- Capacité à expliquer des effets en chaîne.
- Capacité à mettre en valeur des interdépendances.
- Capacité à illustrer une argumentation.
- Capacité à évaluer des écarts.
- Capacité à décrire des outils financiers.
- Capacité à mettre en valeur l'intérêt d'outils financiers.
- Capacité à comparer des outils financiers.
- Capacité à comprendre les enjeux de solutions.
- Capacité à mettre en valeur des limites.
- Capacité à avoir l'esprit critique.

1. Les crises financières sont récurrentes et ont de multiples graves effets 11

Exercices 26

Les Clés du Bac : concevoir une introduction de dissertation..... 28

2. La régulation du système financier reste délicate 32

Exercices 42

Les Clés du Bac : concevoir une conclusion de dissertation 46

OBJECTIFS

- Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.
- Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.
- Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.
- Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).
- Identifier les étapes de construction de l'Union européenne.
- Analyser l'enjeu du marché unique et de la concurrence.
- Comprendre l'intérêt et les difficultés rencontrées par la politique de concurrence.
- Comprendre les modalités d'intervention de la BCE et des gouvernements nationaux.
- Réfléchir aux choix et à leurs implications sur le marché et sur la souveraineté nationale.
- Découvrir des logiques de fonctionnement de l'UE et de l'UEM.

COMPÉTENCES VISÉES

- Capacité à identifier des étapes-clefs.
- Capacité à comprendre des Traités.
- Capacité à décrire des évolutions.
- Capacité à comprendre des mécanismes.
- Capacité à faire des rapprochements.
- Capacité à trouver des limites.
- Capacité à décrire des logiques.

1. Ultime étape de la construction européenne, l'intégration totale doit assurer un cadre concurrentiel efficient	54
Exercices	63
2. Les politiques monétaire et budgétaire doivent se compléter, mais sont relativement indépendantes	65
Exercices	77
Les Clés du Bac : concevoir un développement de dissertation	82





FOCUS SUR LES ÉPREUVES DU BAC

Avant de nous lancer à la découverte de cette belle et passionnante discipline, nous vous proposons de nous projeter, déjà, sur le contenu des épreuves qui seront les vôtres en fin de Première ou en fin de Terminale, selon vos choix de spécialité.

Pourquoi si tôt ?

Parce que l'orientation retenue par notre Etablissement pour ses classes de Lycée repose sur l'idée de vous mettre le plus tôt possible en pleine connaissance de vos objectifs. Pour mieux réussir.

Bien entendu, à ce stade, il n'est nullement question que vous les décortiquiez ou que vous appreniez par cœur leur contenu : retenez de la lecture des prochaines pages que **l'objectif est de vous proposer une vision générale de vos objectifs, de vous faire cerner le cadre dans lequel vous allez évoluer.**

Bien entendu, chaque type d'épreuve sera décortiquée au fil des différents modules, notamment via « **les Clés du Bac** ». De nouvelles lectures de cette présentation, au fil de vos apprentissages, pourront s'avérer judicieuses. Pour mieux vous situer, **matérialiser votre progression** et **vous conforter dans vos acquis**.

C'est parti ? Allons-y !

L'épreuve de fin de première, pour ceux choisissant de ne pas poursuivre cette discipline en Terminale, se compose de 2 parties : « mobilisation de connaissances et traitement de l'information » et « raisonnement appuyé sur un dossier documentaire ».

Nous nous exercerons au fil des différents modules.

Pour plus de simplicité, nous les nommerons dorénavant : « **épreuve de mobilisation de connaissances** » et « **épreuve de raisonnement** ».

Nous travaillerons également la technique de la dissertation, en prévision de l'épreuve de Terminale.

Détaillons maintenant les types d'exercice auxquels vous pourrez être confrontés dans chacune des 2 parties susmentionnées.

Première partie (mobilisation de connaissances et traitement de l'information) - 10 points

Cet exercice pourra être de deux natures : il prendra soit la forme d'une résolution d'un problème par la construction d'un graphique, sans formalisation mathématique, soit celle d'une analyse d'un document en répondant à deux ou trois questions. Détaillons-les et analysons-les !

a) Résolution d'un problème par la construction d'un graphique, sans formalisation mathématique



Éléments-clés

- comprendre le sens de la question
- identifier
- faire appel à la bonne représentation graphique
- construire la représentation graphique attendue
- utiliser des couleurs pour en distinguer les éléments
- préciser les éléments : unités, nom des courbes...
- si besoin, indiquer des données chiffrées
- soigner le travail : propreté, clarté
- mettre en valeur le mécanisme ou la logique correspondant
- faire appel si besoin à des définitions des notions-clefs



Démarche de la construction graphique

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, réfléchir à quoi va servir le graphique
- b) **choisir** la bonne représentation graphique
- c) **construire** le graphique
- d) **rédigé** en traduisant le graphique, c'est-à-dire en décrivant le mécanisme ou la logique



Ne pas...

- redonner tout son cours [hors-sujet]
- se tromper de graphique
- faire plein de calculs
- s'abstenir de commenter

b) Analyser un document en répondant à deux ou trois questions



Éléments-clés

- identifier la nature du document (type de graphique) et sa source (auteur, ouvrage, date)
- identifier le champ d'étude (objet et cadre), spatio-temporel, ses unités
- comprendre le document : son titre, ses composantes, le sens des données
- analyser les questions : leur sens, la consigne (animée par un verbe qui répond à des attentes précises), leur finalité
- mobiliser ses connaissances : notions-clefs, faits, mécanismes, logiques
- collecter les informations exploitables du document en sélectionnant et hiérarchisant les données chiffrées
- rédiger des phrases claires, précises, complètes, dans l'esprit de la question
- faire appel à un vocabulaire adapté (notions-clefs, termes techniques) et défini
- utiliser des outils mathématiques (% de répartition, écarts absolus, écarts relatifs, coefficient multiplicateur, % de variation)



Démarche de la réponse à une question de cours

Question de cours [QC] : porte sur des connaissances personnelles, des définitions, la distinction de deux indicateurs

OU

Question explicative [QE] : on demande d'expliquer un fait ou un phénomène]

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, lire le document pour s'imprégner de son contenu et voir où on veut en venir
- b) **mobiliser** les connaissances de cours : notions-clefs, mécanismes, logiques, en diversifiant les éléments de réponse [plusieurs dynamiques et ou plusieurs caractéristiques et/ou plusieurs effets et/ou plusieurs causes]
- c) **rédigé** la réponse à la question



Démarche de la réponse à une question d'étude de document

Question descriptive [QD] : consiste à donner les caractéristiques, à mettre en valeur des traits marquants, une évolution

OU

Question mesure [QM] : suppose de faire appel à des outils mathématiques ou statistiques pour évaluer un montant, une évolution, des écarts entre des variables, pour comparer]

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, le document
- b) **sélectionner** les informations fournies par le document
- c) **mobiliser** les connaissances de cours
- d) **utiliser** les outils mathématiques adaptés, en les diversifiant
- e) **rédigé** la réponse à la question



Démarche de la réponse à une question sur les chiffres

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, le document
- b) **sélectionner** les données chiffrées dans le document : souvent les extrêmes et la moyenne ; situer l'objet d'étude (un pays, une catégorie sociale...) en le comparant avec les autres éléments ; ne conserver qu'un chiffre sur 7 environ (15 % ; 2-3 pour une vingtaine, 7-8 pour une cinquantaine)
- c) **utiliser** les outils mathématiques adaptés, en les diversifiant [% de répartition, écart absolu, écart relatif, coefficient multiplicateur, % de variation]
- d) **rédigé** la réponse à la question



Ne pas...

- redonner tout son cours [hors-sujet]
- répondre à une autre question [hors-sujet]
- recopier sans parenthèses les expressions de l'auteur [plagiat]
- traduire mot à mot et dans l'ordre les phrases d'auteur à l'aide de synonymes [paraphrase]
- s'abstenir d'utiliser des données chiffrées
- utiliser trop de données chiffrées

Seconde partie (raisonnement appuyé sur un dossier documentaire) - 10 points



Éléments-clés pour organiser en une page un raisonnement organisé

- comme pour la dissertation, il s'agit de choisir une problématique et d'articuler des idées centrales argumentées et structurées, à partir de documents et de connaissances de cours
- il faut ainsi rédiger des paragraphes reliés de façon logique en répondant avec rigueur à la question du sujet
- choisir la bonne stratégie : comprendre le sens et l'objectif de la question, choisir une problématique adéquate, choisir une articulation de 2 à 3 idées centrales
- exemples de structure (= plan) : description, effets et/ou causes ; effets négatifs, effets positifs ; niveau micro, niveau macro ; points de convergence, points de divergence...
- faire le tour de la question à partir des documents et des connaissances de cours
- rédiger une mini introduction : accroche, traduction du sujet-problématique, annonce de la structure



Démarche lors du travail préalable (brouillon)

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question à reformuler, la consigne, les documents
- b) **réfléchir** à la façon dont on peut répondre et organiser les 2 ou 3 idées-clefs qu'il faudra relier
- c) **sélectionner** les informations issues des documents permettant de répondre à la problématique
- d) **compléter** ces idées en énumérant en plus des connaissances de cours



Démarche lors du travail au propre

- a) **Argumenter**
 - b) **Expliquer**
 - c) **Illustrer**
- OU
- a) **Décrire**
 - b) **Illustrer**
 - c) **Expliquer**



Ne pas...

- a) Dépasser la longueur attendue
- b) Faire une trop mini dissertation
- c) Donner trop d'éléments de cours
- d) Se limiter aux seuls documents
- e) N'exploiter qu'un document



Epreuve de mobilisation
de connaissances

A) je réponds aux questions en mobilisant les connaissances acquises dans le cadre du programme :

- ✓ je fournis des informations précises et pertinentes
- ✓ je réponds en faisant le tour de la question
- ✓ je maîtrise des notions-clefs (définition, compréhension et utilisation)

B) j'adopte une démarche méthodologique rigoureuse de collecte et d'exploitation de données quantitatives :

- ✓ je choisis des chiffres-clefs
- ✓ je calcule des écarts
- ✓ j'utilise des données pour la description et/ou l'explication

C) le cas échéant, je fais appel à des résolutions graphiques :

- ✓ je comprends les graphiques
- ✓ je construis des graphiques
- ✓ j'utilise des graphiques pour l'explication



Epreuve de
raisonnement

A) je traite le sujet en développant un raisonnement de l'ordre d'une page :

- ✓ je choisis la problématique et j'adopte une bonne stratégie
- ✓ j'articule de façon logique des idées-centrales argumentées
- ✓ je respecte la forme : introduction, conclusion, paragraphes distincts et reliés

B) j'exploite les documents du dossier :

- ✓ je comprends des documents
- ✓ je sélectionne des informations-clefs
- ✓ j'argumente à l'aide des informations sélectionnées

C) je mobilise les connaissances personnelles :

- ✓ je fais appel à des notions-clefs définies
- ✓ j'utilise des mécanismes ou logiques
- ✓ je fournis une étude complète



Chapitre 1	
Aléa moral des banques	Préjudice financier et/ou de confiance causé par une banque qui s'expose à plus de risques sachant qu'elle est assurée ou qu'elle sera sauvée par les pouvoirs publics
Banque centrale	Organisme qui contrôle et gère le système bancaire.
Bulle spéculative	Gonflement exagéré de la valeur de titres financiers par rapport à leur valeur réelle, en raison de l'euphorie que l'achat inspire aux spéculateurs.
Collatéral (le)	Contrepartie de l'accord de crédits sous forme d'actifs ou de titres.
Comportements mimétiques	Influence de certains agents sur d'autres agents.
Crise financière	Phénomène de blocage des marchés financiers et bancaires.
Économie réelle	Ensemble des activités qui influencent directement les indicateurs de la nation.
Effets de richesse négatifs	Modification des comportements de consommation et d'investissement liée à la nécessité d'épargner plus, qui aggrave la dépression économique.
Krach boursier	Chute rapide du prix de titres financiers à revendre massivement, qui marque l'éclatement d'une bulle spéculative.
Panique en chaîne	Affolement général qui crée une succession d'effets sur des agents qui dépendent les uns d'autres, amplifiant la crise.
Politiques macro prudentielles	Ensemble des moyens dont disposent des autorités monétaires pour assurer une régulation du système financier.
Prophéties auto réalisatrices	Anticipation d'évolutions qui se confirment, les agents ayant adapté leurs comportements en ce sens.
Ratio de solvabilité	Moyen technique permettant d'évaluer la capacité d'une banque à accorder des crédits, en fonction de ses fonds propres et/ou de risques.
Système financier	Ensemble des institutions (notamment la Bourse), des règles et des pratiques qui mettent en relation des agents en besoin et des agents en capacité de financement.
Vente forcée	Obligation pour des agents de tenter de se débarrasser de leurs titres pour rembourser leurs dettes.

Chapitre 2

Banque Centrale Européenne (BCE)	Institution qui gère l'Eurosystème et choisit la politique monétaire qui s'impose dans l'UEM.
Chocs asymétriques	Perturbations économiques qui affectent de façons différentes des nations.
Conjoncture (économique)	Contexte de croissance économique quantifié par certains indicateurs (dont la variation du PIB).
Défaut de coordination	Absence ou affaiblissement de concertation entre pays qui sont liés économiquement.
Intégration européenne (totale)	Projet politique de créer une Europe homogène aux économies imbriquées.
Marché unique	Lieu réel ou fictif où circulent en liberté les biens, les services, les capitaux et les salariés des pays membres.
Politique budgétaire	Ensemble des moyens mis en œuvre par un gouvernement pour gérer les recettes et les dépenses publiques.
Politique européenne de la concurrence	Surveillance par des autorités compétentes des structures et conditions d'exercice de la concurrence.
Politique monétaire	Ensemble des moyens mis en œuvre par la Banque centrale (BCE en Europe) pour gérer la masse monétaire et le système bancaire.
Union économique et monétaire	Espace de partage d'une monnaie commune et d'un eurosystème géré par la BCE.

COMMENT EXPLIQUER LES CRISES FINANCIÈRES ET RÉGULER LE SYSTÈME FINANCIER ?



1929... 1987... 2000... 2008... Quels sont les points communs entre ces années-là ? Elles ont toutes été frappées par des crises économiques et financières importantes. Des krachs ont même eu lieu, plongeant ainsi de nombreux pays dans des difficultés politico-économiques majeures provoquant ainsi la Seconde Guerre Mondiale.

Certaines de ces crises ont été causées par des « bulles spéculatives », notion que nous découvrirons ensemble.

De ces crises économiques et politiques a jailli l'Union Européenne. L'intégration économique de ses pays membres et la création notamment d'une monnaie unique sont une réponse à cette difficulté. Nous nous pencherons sur les politiques économiques européennes et leurs actions sur la conjoncture.

OBJECTIFS

- Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008.
- Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative.
- Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne.
- Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatif, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit.
- Connaître les principaux instruments de régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques.
- Comprendre les effets attendus de mécanismes réglementaires et financiers.
- Etudier les limites de la régulation.

COMPÉTENCES VISÉES

- Capacité à décrire des mécanismes.
- Capacité à expliciter des logiques.
- Capacité à expliquer des effets en chaîne.
- Capacité à mettre en valeur des interdépendances.
- Capacité à illustrer une argumentation.
- Capacité à évaluer des écarts.
- Capacité à décrire des outils financiers.
- Capacité à mettre en valeur l'intérêt d'outils financiers.
- Capacité à comparer des outils financiers.
- Capacité à comprendre les enjeux de solutions.
- Capacité à mettre en valeur des limites.
- Capacité à avoir l'esprit critique.



1929-2008 : un contexte semblable

1. L'économie américaine est florissante.

Dans les années 1920, l'économie américaine jouit d'une économie prospère. Le président républicain Herbert Hoover, investi en mars 1929, déclarait alors : « la paix va régner pendant de nombreuses années » et « le monde est sur le seuil d'une grande expansion commerciale ». Certes, il y avait de quoi être optimiste. La production industrielle, surtout automobile, était en plein essor.

Les chiffres de l'économie américaine de ces dernières années sont également bons. Le PIB a enregistré une croissance de 2,2 % en 2007 (2,9 % pour l'Union européenne), de 3,4 % en 2006 (contre 3,0 % dans l'Union européenne) et 3,2 % en 2005.

Mais, note Olivier Pastré, professeur à Paris VIII, l'économie américaine -et donc mondiale- avait ralenti dès le milieu des années 1920, avant même le krach boursier. Or actuellement, fait-il remarquer, la croissance des pays asiatiques –environ 10% attendus en Chine en 2008- est en mesure de tirer la croissance américaine et mondiale.

2. Cette croissance s'est accompagnée d'une frénésie spéculative, dans les années 1920 comme dans les années 2000.

En 1927, 577 millions d'actions sont échangées à la Bourse de New York. L'année suivante, 920 millions d'actions circulent à Wall Street.

Les volumes échangés sont nettement plus importants aujourd'hui (plus de 2 milliards de titres s'échangent quotidiennement sur le seul marché du Nasdaq). Mais la variation des volumes entre 2007 et 2008 est sensiblement la même qu'entre 1927 et 1928. En juin dernier, le nombre de titres échangés par jour sur le marché du NASDAQ avait augmenté de 49% par rapport à juin 2007.

3. Le crédit facile

Dans les années 1920, la prospérité de l'économie rend plus facile la possibilité de contracter des crédits. La spéculation boursière attire beaucoup de citoyens. Surtout qu'il est possible de payer seulement 10% d'une action et de prendre une créance pour les 90% de la valeur restante. Ces 90% restants faisaient l'objet d'une spéculation boursière. Lorsque la machine boursière s'est grippée en octobre 1929, les courtiers ont réclamé leur dû à ces petits actionnaires qui se sont ruinés à essayer de rembourser leurs dettes.

La situation est curieusement similaire aujourd'hui. Les crédits « douteux » ne portent pas sur les titres boursiers, mais sur les prêts immobiliers. Ce sont les fameux « subprimes » : des prêts à taux variables accordés en grand nombre, et sur lesquels les marchés financiers ont spéculé. « Les mécanismes sont les mêmes », explique Jacques Attali sur le site lemonde.fr le 17 septembre dernier. « On a laissé les gens s'endetter en donnant comme actifs des valeurs fictives de biens qui n'étaient qu'artificielles. En 1929 c'étaient les titres boursiers, aujourd'hui c'est l'immobilier. »

1929-2008 : Des paniques boursières et bancaires similaires

Dans les deux cas, le séisme boursier est parti du marché new-yorkais (contrairement par exemple à la crise de 1997, partie des pays émergents asiatiques et sud-américains).

L'ampleur des baisses boursières est comparable. Selon Robert Parker, vice-président de Credit Suisse Asset Management, la baisse des actions depuis l'été 2007 est aussi rapide, sinon plus, qu'en 1929. « À l'époque, les marchés avaient perdu 49 % en quatorze mois, nous en sommes à 45 % en dix mois », dit-il au Figaro, le 10 octobre dernier.

Passé le "jeudi noir" du 24 octobre 1929, plusieurs paniques boursières de moindre ampleur se sont succédé dans les années 1930-1933. En trois ans ont disparu 9000 banques, soit 15% des dépôts du système bancaire (source : Crises financières, Economica, 2001).

Depuis l'été 2007, les établissements bancaires sont également les premiers touchés : Fannie Mae et Freddie Mac, Lehman Brothers, Northern Rock... Aux Etats-Unis, en Asie et en Europe, les annonces de nationalisations partielles ou totales de banques par l'Etat se multiplient depuis la mi-septembre.

1929-2008 : des solutions politiques différentes ?

Là où la comparaison est la plus intéressante, c'est au sujet de l'après-crise. La question taraude les acteurs économiques : est-ce que les leçons de 1929 ont été tirées ?

Oui, si l'on regarde l'activisme actuel des banques centrales et des gouvernements : autant le plan Paulson aux Etats-Unis que ceux annoncés le 13 octobre par les gouvernements du Royaume-Uni, de France et de l'Allemagne proposent d'injecter des milliards pour soutenir les banques et encourager la liquidité sur les marchés des crédits. Depuis un an, la Fed veille à garantir une certaine liquidité du marché financier en assurant des taux d'intérêt peu élevés. Une attitude suivie par l'ensemble des banques centrales européennes et asiatiques, qui ont abaissé, début octobre, leurs taux directeurs. Or en 1929, une seule tentative de sauvetage a été opérée par la Banque de réserve fédérale de New York, peu après le krach boursier d'octobre. Cela a permis aux marchés financiers de rebondir momentanément. Mais la morosité boursière a duré trois ans et l'argent s'est au contraire raréfié : les taux directeurs des banques centrales sont restés élevés, et les possibilités de crédit se sont restreintes, asséchant l'économie. C'est bien ce qui a été reproché au président Herbert Hoover, et permis l'élection de Franklin Delano Roosevelt en 1932. Ben Bernanke note, dans son Essai sur la Grande Dépression (paru en 2000), que ce sont les pays qui ont abandonné les premiers l'étalon or et relancé l'offre de monnaie qui se sont relevés le plus vite : ils ont réussi à casser la spirale déflationniste et à faire remonter les prix.

Autre différence : l'économie mondialisée actuelle est beaucoup plus ouverte que dans les années 1930. Les gouvernements avaient alors favorisé une politique protectionniste, en pensant relancer l'économie de l'intérieur. Les échanges commerciaux mondiaux avaient chuté. Un problème qui semble être évité aujourd'hui, notamment grâce au boom industriel et consumériste des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil.

La comparaison entre 1929 et 2008 s'arrête là. La récession américaine s'est surtout manifestée à partir de 1930 jusqu'en 1935, avec un chômage massif. Il est donc trop tôt pour savoir si les pays industriels vont échapper à la « grande dépression ». Il faut seulement espérer que le plus grand spécialiste de la crise de 1929, qui n'est autre que Ben Bernanke, actuel président de la Fed, prendra les bonnes décisions...

1. Quelles sont les situations économiques avant les crises de 1929 et 2008 ? Quels en sont les points communs ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. Quelles sont les origines de ces deux crises ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

3. Que se passe-t-il au moment où les crises se déclenchent ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. Les solutions proposées aux deux époques sont-elles différentes ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1. Avant ces deux crises, l'économie est florissante. Les croissances enregistrées les années précédentes sont positives et les économistes sont optimistes en l'avenir. Les productions industrielles sont en plein essor et les échanges boursiers sont en pleine augmentation. Ce semblant de prospérité attire les citoyens qui y voient un moyen de gains importants.
2. Lors de ces périodes prospères, les citoyens se sont endettés sur des actifs dont les valeurs étaient artificielles. Si une crise économique frappe les grands groupes, ceux-ci se tournent vers les petits actionnaires afin qu'ils remboursent leurs créances.
3. Au moment où la crise a lieu, une baisse d'achat des actions a lieu et de manière extrêmement importante. Or si le volume d'achats des actions diminue, la valeur des actions baisse, favorisant ainsi l'endettement des gens puis les faillites des établissements bancaires.
4. Les solutions proposées par les gouvernements de 1929 et 2008 sont différentes. En 1929, un seul plan de sauvetage a été effectué contrairement à 2008. Par ailleurs, en 1929, l'économie moins mondialisée a favorisé le protectionnisme accélérant la diminution des échanges internationaux.

L'économie réelle ne peut pas se passer de moyens financiers qu'il n'est pas toujours très facile de mobiliser. Or le système financier est assez souvent victime de crises graves, qui peuvent avoir des conséquences sur le système bancaire, donc sur l'économie réelle.

Qu'est-ce qu'une crise financière ? Comment se déclenche-t-elle ? Comment se propage-t-elle auprès des banques ? Et auprès des autres agents économiques ? Quels moyens permettent d'en limiter la portée négative ? Quelles leçons sont tirées de ces crises ?

L'étude des crises de 1929 et 2008 permettra de découvrir comment les comportements des agents sont imbriqués les uns dans les autres et les difficultés d'anticiper avec efficacité les crises qui suivront.

Nous nous attacherons à décrire et expliquer les événements et les mécanismes de crises financières qui se propagent à l'économie, puis à mettre en valeur les moyens d'y faire face.



COMMENT EXPLIQUER LES CRISES FINANCIÈRES ET RÉGULER LE SYSTÈME FINANCIER ?

Les crises financières sont récurrentes et ont de multiples graves effets

QU'EST-CE QU'UNE CRISE FINANCIÈRE ?



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Les crises financières

Christian Chavagneux, rédacteur en chef adjoint du mensuel Alternatives Economiques explique la mécanique commune des crises financières.

Pour comprendre ce qu'est une crise financière, il ne suffit pas de regarder la « nôtre », même si elle va certainement rester dans les manuels d'histoire. « J'ai été regarder, explique Christian Chavagneux, d'autres crises qui ont marqué l'histoire : celle des tulipes au 17ème siècle ; celle de John Law au 18ème siècle ; la crise de 1907 aux USA, celle de 1929 ». A travers les siècles les bulles suivent quelques grands axes communs bien tracés. En premier, une innovation financière : des petits génies de la finance inventent de nouveaux produits qui attirent la clientèle du fait des potentiels de gain qu'ils permettent de générer.

En second lieu une bulle de crédit qui permet de multiplier les gains.

Troisièmement, des politiques de déréglementation. Les financiers doivent avoir la main pour développer les innovations et le crédit.

Quatrièmement, la marginalisation de ceux qui à l'intérieur du système s'inquiètent des risques d'une perte de maîtrise. Comme l'a dit un grand banquier américain, « tant que la musique joue, je me lève et je danse ».

En cinquième lieu, les bulles ont une dimension frauduleuse. Des voyous du type Madoff ne sont pas les seuls en cause. Dans le cadre de la crise actuelle, le régulateur américain a porté plainte contre une quinzaine de grandes banques mondiales sur la façon dont elles ont vendu les produits financiers complexes liés aux subprimes.

Lorsque tout cela est en marche, les rémunérations dans le système financier prennent beaucoup d'ampleur. Les très hauts revenus distribués dans la finance ont des conséquences en termes d'inégalités sociales mais aussi de pouvoir et d'idéologie. Dans toute la mécanique des crises souligne Christian Chavagneux, « des économistes répandent la bonne parole selon laquelle plus on laisse faire les financiers, les banquiers et le marché et mieux les choses iront ».

En sixième lieu, il existe toujours un aveuglement au désastre. Ceux qui alertent ne sont pas écoutés. La bulle gonfle jusqu'au moment où intervient une perte de confiance. Vient alors le krach, puis un sauvetage de court terme. Mais l'étape suivante concerne la capacité qu'auront ou non les dirigeants de créer de nouvelles règles et d'inventer un nouveau système financier.

Comment résumeriez-vous les mécanismes de la crise financière ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

On peut résumer en six étapes une crise financière :

1. Une innovation financière attire les clients par leurs gains possibles.
2. Une bulle de crédit se crée autour de cette innovation. Le terme bulle revient à la différence importante entre le prix du marché et le prix fondamental de cette innovation. Dans notre cas, les gens font des crédits pour acquérir ces innovations.
3. Des dérèglementations sont faites pour que les financiers exploitent au mieux ces innovations.
4. Les personnes sceptiques de ces évolutions sont mises « de côté ».
5. L'objectif de ces bulles sont, par la suite, détournés de manière malveillante pour augmenter les gains.
6. Face à la croissance de la bulle où les gains sont de plus en plus importants, les personnes sceptiques sont de moins en moins écoutées malgré les signaux d'alerte importants. On s'approche alors du krach.

1. Comment expliquer les phénomènes de paniques et de faillites bancaires ?

Les crises financières sont fréquentes :

- Le mode de production **capitaliste** a depuis toujours été traversé par des **crises économiques** (cycles économiques et innovations, cours sur la croissance économique) et des **crises financières**, souvent brutales, souvent durables.
- Une **crise financière** est une **perturbation du système financier** (marchés de la finance, Bourse), voire du **système bancaire** (banques et difficultés pour la banque centrale d'y faire face).
- Elle est souvent la **combinaison** d'une **crise boursière** et d'une **crise bancaire**, mais peut sinon concerner le change ou le marché des obligations.
- Elle est soudaine et prend tout le monde par surprise, car un seul fait (une décision de la banque centrale, une mesure gouvernementale, une faillite d'entreprise...) peut créer l'événement, avec des effets en chaîne
- Dans certains cas, une **crise financière** succède à une **crise immobilière**, comme en 2008 (crise des *subprimes* : la hausse du crédit fait chuter le cours de l'immobilier).
- Il y a crise lorsque les événements conduisent les responsables à ne plus avoir le contrôle de la machine...
- Toute crise est grave et révèle des **dysfonctionnements**.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Quelle est la différence entre crises économiques et financières ?

.....

.....

.....

Une « crise financière » n'impacte que le secteur financier, voire l'Etat. Une crise économique est plus profonde et affecte aussi les ménages. Les impacts sont beaucoup plus importants.

Les différentes crises financières présentent certains points communs et des originalités :

- Comparons un moment les crises de 1929 et celle des subprimes de 2008,

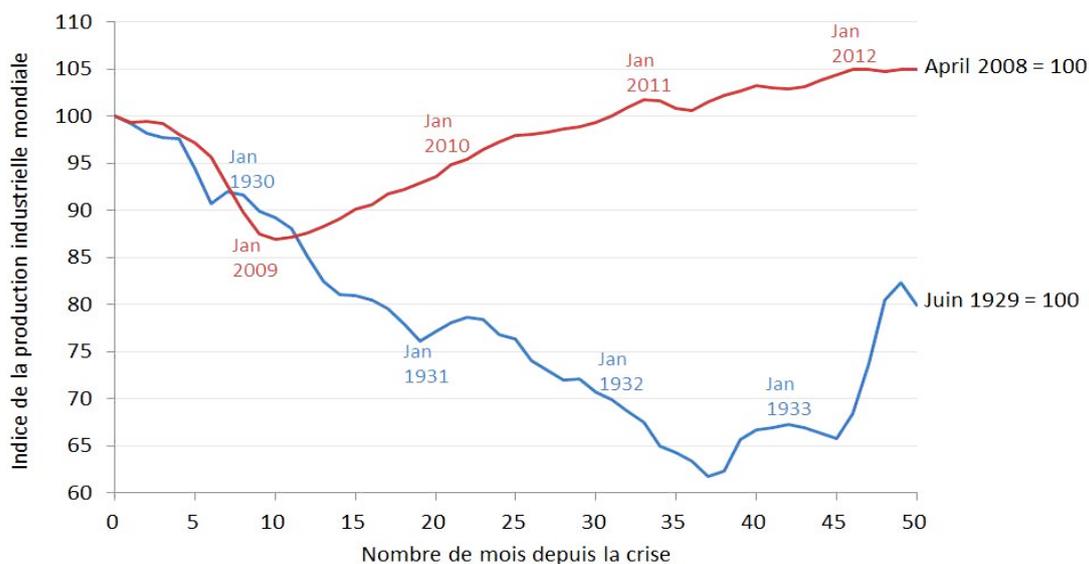
Document 1 : valeur du DJIA, le Dow Jones Industrial Average, indice des bourses de New York.



- Les deux périodes (années 1920-1930 et années 2000) ont connu le même type d'évolution et d'événement brutal.
- En effet, cela commence par une **progression** assez rapide des indices économiques : l'indice Dow Jones passe de 170 à 370 entre 1927 et 1929, soit une progression de 117,65 %, et de 10 500 à 14 000 entre la mi 2006 et la fin 2008, soit une hausse d'un tiers.
- Le krach de 1929 et le krach de 2008 correspondent aux pics des graphiques : les **bulles spéculatives** éclatent !

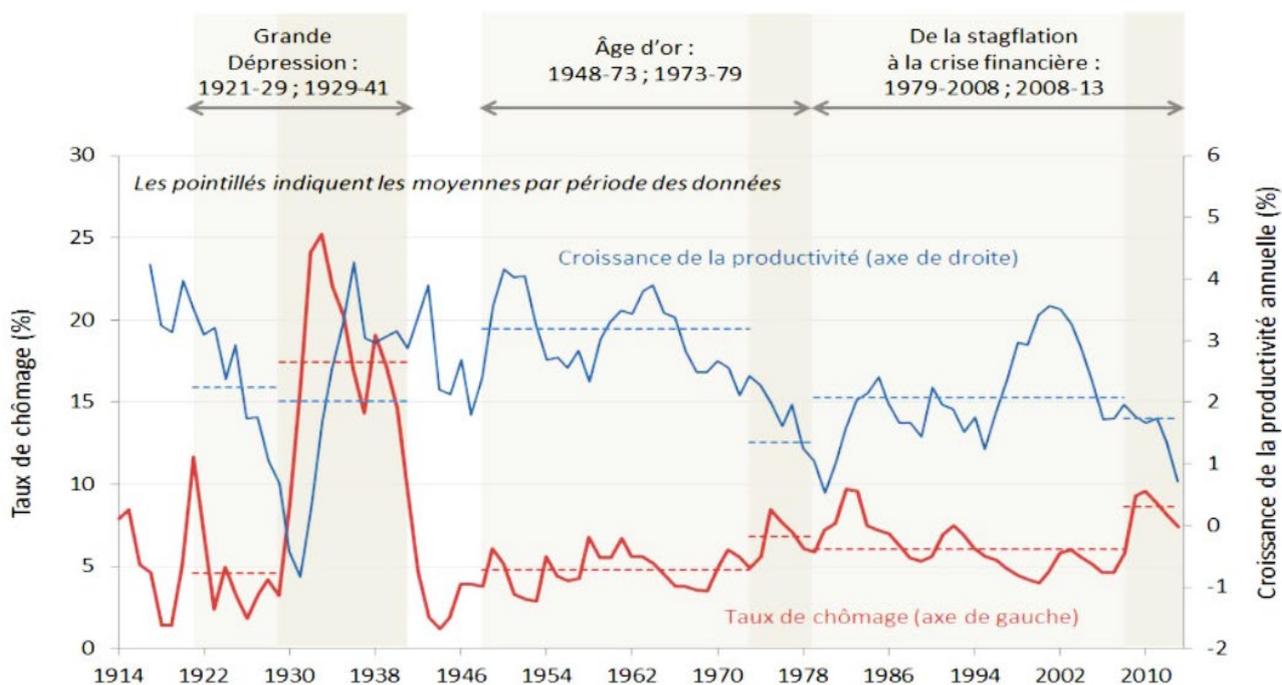
- La chute est brutale pour les deux périodes : une division par 7,4 en 4 ans pour la crise de 1929 et par 3 pour la crise de 2008.
- D'ailleurs, cette forme fait penser... aux cycles !

Document 2 : comparaison de l'indice de production industrielle mondiale



- Des différences apparaissent cependant entre les deux crises.
- Ainsi, la crise de 1929 s'était-elle accompagnée d'une **chute durable de la production** pendant 3 ans : le contexte était celui d'une **dépression**, c'est-à-dire **une conjoncture grave** où la **production**, les salaires, la consommation... **se sont effondrés**... entraînant une **chute de valeur des monnaies nationales**.
- Ainsi, la production a diminué de 38 % (passage de l'indice 100 à l'indice 62) entre juin 1929 et l'été 1933.
- Cette évolution a conduit l'emploi à se dégrader très gravement, avec des conséquences importantes sur la pauvreté (à l'époque, pas d'allocations chômage).
- Si la crise de 2008 a également connu une diminution du PIB (perte de 13 % entre avril 2008 et janvier 2009), elle voit la création de nouvelles richesses reprendre à partir de début 2009 : le niveau de janvier 2012 retrouve celui d'avril 2008.

Document 3 : chômage, croissance de la productivité et inégalités aux États-Unis (1914-2013)



- Comme l'illustre l'échelle de gauche, le **taux de chômage** (chômeurs déclarés/population active totale, exprimé en%) **augmente beaucoup entre la fin 1918 et 1921 (x 6)** et entre 1930 et 1938 (également x 6, mais avec un taux énorme de **25 %**) ; on retrouve un **taux de 10 %** entre 1982 et en 2010).
- Quant à l'échelle de droite, elle illustre l'instabilité de la productivité annuelle. Elle dégringole entre 1917 et 1930 (**perte de 6,5 points de %**), entre 1962 et 1964 (**taux divisé par 4**) et entre 2002 et 2012 (- 77,42 %)
- Or, la **productivité** est un facteur-clef de la **croissance économique** et son **affaiblissement** est forcément **source de chômage...**



POUR ALLER PLUS LOIN

Inside job – Un documentaire de Charles Ferguson

Le réalisateur nommé aux Oscar Charles Ferguson présente *INSIDE JOB* un documentaire d'investigation, pédagogique et captivant sur la crise économique de 2008. La dépression économique mondiale, dont le coût s'élève à plus de 20 000 milliards de dollars, a engendré pour des millions de personnes la perte de leur emploi et de leur maison. Au travers d'enquêtes approfondies et d'entretiens avec des acteurs majeurs de la finance, des hommes politiques et des journalistes, *INSIDE JOB* dévoile les relations nocives qui ont permis à cette crise d'exploser.

[A voir sur toutes les plateformes légales de streaming](#)

Un même mimétisme et un même effet de contagion entre 1929 et 2008

- Lorsque des **agents achètent des titres**, cela en incite d'autres à faire pareil, car on se dit que certaines informations ont peut-être fuité et des **opportunités de profit** pourraient apparaître...
- Lorsque des agents vendent des titres, c'est pareil ! On peut se dire que le vent a tourné pour les placements et/ou les entreprises concernées et se dire que c'est le moment d'éviter de perdre de l'argent...
- Cela s'appelle le **comportement mimétique** : on suit le mouvement, c'est-à-dire que l'on s'influence dans l'euphorie, comme dans la panique.
- Les agents s'observent donc beaucoup et certains agents vont provoquer un **effet de contagion** : la panique a **des effets en chaîne** qui se **généralisent** et se répondent dans d'autres domaines (capitaux, taux de change, etc).

Quand vient la panique

- La panique est commune aux **différentes crises** : l'éclatement d'une **bulle spéculative** permet de faire réapparaître le **réel** ; les agents réalisent la **vraie valeur** des actifs financiers, associée à l'activité économique.
- La finance est censée fournir des moyens de paiement des flux de production et de commerce, par exemple les **agents** pris de panique perdent **le contrôle** : la **panique s'auto-entretient**.

2. Comment faut-il comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites en chaîne ?



Clients se pressant devant la banque Millbury, 24 octobre 1929

Cette image met en évidence une foule importante venue retirer ses liquidités. Lorsque l'afflux des personnes est trop important, une banque n'est pas nécessairement en mesure de fournir suffisamment de liquidités et peut déposer le bilan. On parle alors de « panique bancaire ».

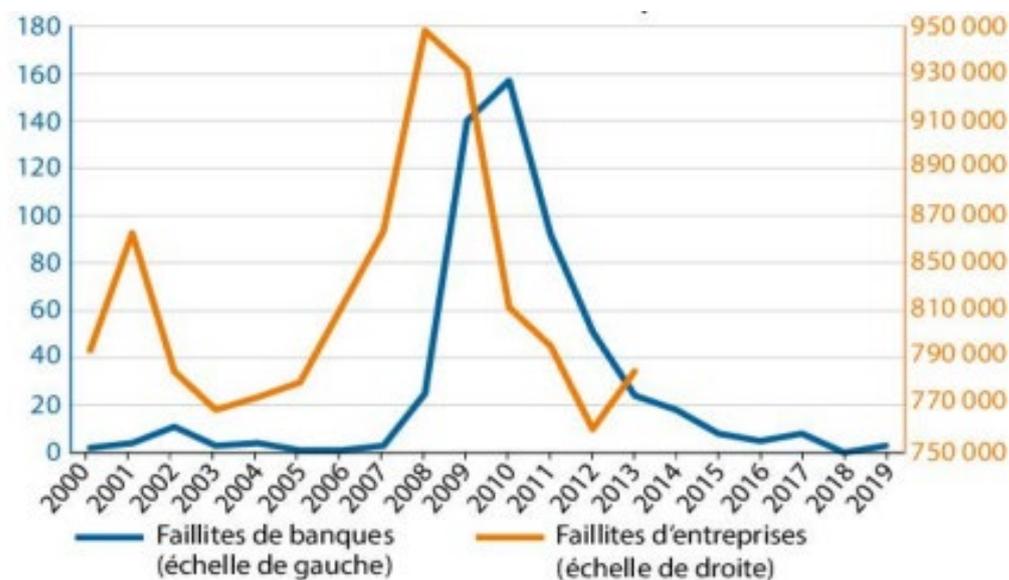
La panique bancaire

- Les épargnants sont **nombreux**, en particulier au sein des catégories socioprofessionnelles aisées et de nombreuses personnes âgées.
- Lorsque des rumeurs ou des faits avérés font penser que la **valeur des titres financiers va chuter** et/ou que les **banques vont manquer de liquidités**, de nombreux comportements deviennent **irrationnels**, c'est-à-dire non fondés sur la raison et la stratégie mais sur le « sauve-qui-peut » !
- Ainsi a-t-on parfois des épargnants qui récupèrent **leurs dépôts**, préférant disposer **d'espèces** que de risquer de voir **leurs avoirs** disparaître en cas de **faillite de leur banque** ou **d'illiquidités**.
- Or si tout le monde retire son argent en même temps, cela fragilise la **banque** et conduit à un **phénomène de prophéties auto-réalisatrices** : on donne raison aux **anticipations négatives**.
- La panique bancaire est **grave** : cela peut bloquer le **système économique**, en stoppant **l'investissement productif de long terme**, indispensable à la poursuite du développement économique et à la croissance.

Les faillites en chaîne

- Faire faillite est **l'incapacité d'un agent à rembourser ses dettes**, à respecter ses engagements (auprès des fournisseurs, de l'URSSAF ou du Fisc en France, par exemple).
- La faillite conduit à faire **disparaître du marché un agent** (comme une banque ou un magasin) et à licencier le personnel, donc à créer du **chômage**.
- Or des **entreprises** qui font faillite peuvent accentuer **des faillites de banques...** et inversement.
- On a affaire à un effet **domino**, puisqu'il y a un enchaînement de **faits négatifs**.

Document 4 : nombre de faillites de banques et d'entreprises pendant la crise des subprimes



Note : les banques et les entreprises qui font faillite ne disparaissent pas toutes ; certaines sont rachetées par d'autres.

- Les faillites de banques des États-Unis (échelle de gauche) sont en général très **rare**s ; en 2008, elles sont 180, soit par exemple 22,5 fois plus qu'en 2017.
- Beaucoup de banques sont intimement **liées** et la **fragilité d'une banque** peut influencer sur les **résultats financiers d'autres banques**.
- Les entreprises des États-Unis (échelle de droite) ont été plus nombreuses en 2001 qu'en 2000 (+ 70 000).
- Elles sont encore plus importantes entre 2003 et 2008, en passant de 770 000 à 950 000 faillites, soit + 180 000 ou + 23,38 %).
- Les entreprises dans l'immobilier ont dû être les premières à souffrir en 2008.
- Beaucoup d'entreprises sont liées entre-elles et des pans entiers de l'économie sont en grandes difficultés.
- Les formes des courbes sont proches mais en décalage. Cependant, il ne faut toutefois pas en déduire que les **faillites d'entreprises créent des faillites bancaires** : s'il y a bien corrélation, elle n'est pas causale...
- En France, le système bancaire a survécu, alors que les très grosses banques nationales ont perdu beaucoup d'argent avec l'éclatement de la bulle spéculative. En effet, d'une part la Caisse des dépôts et consignations apporte des garanties aux possédants, tout comme la Banque centrale européenne, qui a eu du mal à réagir et à trouver les solutions appropriées, se porte garante des banques en Europe.
- Enfin, le président de la République de l'époque (Nicolas Sarkozy) et son gouvernement (François Fillon) ont beaucoup œuvré pour aider financièrement les grandes banques ; à un moment, il était même éventuellement prévu de faire appel à la **nationalisation**, pour éviter le risque systémique, c'est-à-dire le blocage complet du système.
- Ainsi, certains observateurs accusent les banques françaises de créer un aléa moral à l'État : on peut prendre de gros risques... si l'État nous sauve après !



L'ESSENTIEL

Le mode de production capitaliste a toujours connu des crises financières (et d'autres natures), plus ou moins brutales.

Celle de 2007-2008 (crise des subprimes) rappelle un peu celle de 1929, qui était cependant plus brutale et sans réels plans de sauvetage...

Or la plupart des crises financières sont des crises de confiance : tant que le contexte économique est favorable, les comportements à la Bourse connaissent une dynamique qui peut même être euphorique, avec des excès de spéculation qui se traduisent par un éclatement de bulles spéculatives. L'anticipation d'évolutions négatives pousse les spéculateurs à revendre massivement des titres qui finissent par perdre de la valeur, confirmant le pessimisme initial (prophéties autoréalisatrices). Une chute de certaines valeurs financières crée un mouvement de panique et le comportement mimétique amplifie la chute des titres qui peut affecter le système bancaire... c'est le krach boursier... qui fragilise le système bancaire !

Lorsque les banques sont en manque de liquidités et ne peuvent plus accorder de crédits, l'économie réelle est touchée.

Parfois, elles sont issues, comme en 2008, de maladresses de la part de la banque centrale qui accroît le taux directeur en rendant insolubles les ménages modestes.

L'importance du nombre de faillites de banques et d'entreprises accentue la panique en chaîne.

1. Quel rôle jouent les bulles spéculatives dans les crises financières ?



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

La spéculation, définition du Ministère de l'Economie—www.economie.gouv.fr

La spéculation consiste à faire des choix qui engagent sur le futur, en anticipant certaines évolutions, et en prenant le risque que ces anticipations ne se réalisent pas. C'est pourquoi le spéculateur attend une rentabilité importante de son engagement, pour rémunérer le risque qu'il prend. Il n'investit pas, il engage des fonds en vue de revendre et de réaliser une plus-value.

De nombreux produits financiers d'achat et de vente à terme, parfois assortis de couvertures destinées à limiter le risque, ont été créés pour répondre à ces recherches de plus-values à court terme. Ils s'échangent sur les places financières. Ainsi, un producteur de blé peut, pour assurer le cours auquel il vendra son blé une fois la récolte terminée, s'engager dans un contrat de vente à terme à un cours fixé. Le contrat coûtera d'autant plus cher que le cours qu'il demande sera élevé par rapport au cours au moment du montage. Face à lui, il ne trouvera pas directement des utilisateurs du blé qu'il produit, mais des opérateurs financiers prêts à souscrire son contrat. D'autant que ces contrats peuvent être revendus avant leur terme d'échéance.

Anticiper les évolutions

Ces spéculateurs qui font des allers-retours favorisent la liquidité sur les marchés. Ce qui leur permet d'être plus efficaces. La spéculation joue un rôle essentiel dans le fonctionnement des mécanismes économiques. C'est elle qui permet de faire l'arbitrage entre le court et le long terme, et d'intégrer dans les choix d'aujourd'hui la prise en compte de certaines anticipations futures. C'est sur elle, bien plus que sur l'action d'experts 'éclairés', que repose la capacité d'assurer la préservation des ressources les plus rares.

Il est souvent dit que le libre fonctionnement du marché privilégie le présent sur le futur. Il conduirait ainsi à un épuisement plus rapide des ressources. C'est sans compter sur la présence du spéculateur qui, parce qu'il espère en tirer demain un profit, prélève une part des ressources actuellement disponibles pour les conserver dans l'espoir de les revendre plus tard lorsque les prix seront plus élevés.

En agissant ainsi le spéculateur contribue à impacter dans les prix présents la prise en compte des raretés futures. C'est ainsi que le marché intègre l'avenir dans les prises de décision d'aujourd'hui. C'est ainsi qu'il assure que la société gère l'exploitation de ses ressources non renouvelables de manière 'optimale' (ni trop vite, ni pas assez vite, juste le bon rythme).

Synthétisez la notion de spéculation.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

La spéculation est un phénomène dans lequel une personne va effectuer des investissements par anticipation. Si ces choix se réalisent, la rentabilité va s'avérer importante puisqu'une vente future pourra être effectuée avec une plus-value non-négligeable. Si cela n'est pas le cas, les investissements effectués seront perdus et engendreront des pertes en rapport avec les investissements effectués. La possibilité d'avoir des retours financiers importants futurs pousse les investisseurs à prendre des risques importants.

Le rôle de la spéculation

- **Spéculer**, c'est *parier sur l'avenir*, sur la possibilité de **gagner de l'argent** en revendant des titres financiers qui prennent beaucoup de valeur marchande. C'est ainsi un **pari sur d'éventuels revenus futurs**.
- La spéculation est au cœur des **Bourses**, y compris des Bourses alimentaires (céréales, riz, soja...) ou portant sur des matières premières (bois, zinc, caoutchouc...)
- Cette pratique a l'avantage de permettre à ceux qui aiment prendre des risques de gagner ou de tenter de gagner de grosses sommes d'argent. Les retours sur investissement peuvent être extrêmement importants.
- Elle permet aussi aux capitaux d'être concentrés sur des marchés, afin de faciliter l'accès à certains modes de financement de l'entreprise, dont les titres financiers peuvent gagner de la valeur.
- De nombreux autres biens et de nombreuses activités peuvent faire l'objet de spéculation ; c'est le cas des paris sur certains clubs de football ou de joueurs (sur le marché des transferts), par exemple.
- La **titrisation** est la **possibilité pour une banque de revendre la totalité ou une partie des crédits** qu'ils ont accordés, en faisant supporter à des acheteurs de titres les risques associés à ces crédits.
- La **titrisation** a été facilitée dans le cadre de la **globalisation financière depuis les années 1990** et la connexion des Bourses du monde entre elles.
- Toutes sortes de montages de titres spéculés à la Bourse sont réalisées en combinant des parties de crédits de toutes sortes et ont fini par ne plus savoir à quoi ils correspondent...



POUR ALLER PLUS LOIN

La Bourse à quoi ça sert ? – Une vidéo du Ministère de l'Économie

La Bourse permet de rapprocher les agents qui ont des besoins de financement (l'offre) et les agents qui ont des capacités de financement (la demande).

A voir sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances
www.economie.gouv.fr/facileco/bourse-a-quoi-ca-sert

La formation de bulles spéculatives

- **Comment s'enrichir vite ?** Certains individus croient qu'en achetant massivement des titres financiers dont la valeur est montante, la revente massive permettra de faire de belles plus-values si cette valeur atteint les sommets.
- **Les traders** (spéculateurs) ont des **comportements mimétiques** : lorsque certains vendent des titres, d'autres les imitent ; inversement, lorsque certains achètent, cela peut inciter à faire de même
- A la Bourse, le climat optimiste et les bonnes nouvelles économiques incitent les spéculateurs à acheter, à dynamiser le marché financier.
- En phase d'expansion, les agents ont confiance en l'avenir et prennent des **risques croissants** ; le **développement des crédits** entretient la **hausse de la valeur des actifs**, ce qui incite à prendre plus de risques encore... comme le présente le « paradoxe de la tranquillité » de Minsky ; ainsi la croissance porte-t-elle en elle les germes de la crise !
- L'euphorie des **achats** de titres fait gonfler une « **bulle** », graphiquement visible sur le pic de courbes qui descendent après être montées excessivement



POUR ALLER PLUS LOIN

L'hypothèse de l'instabilité financière selon Minsky

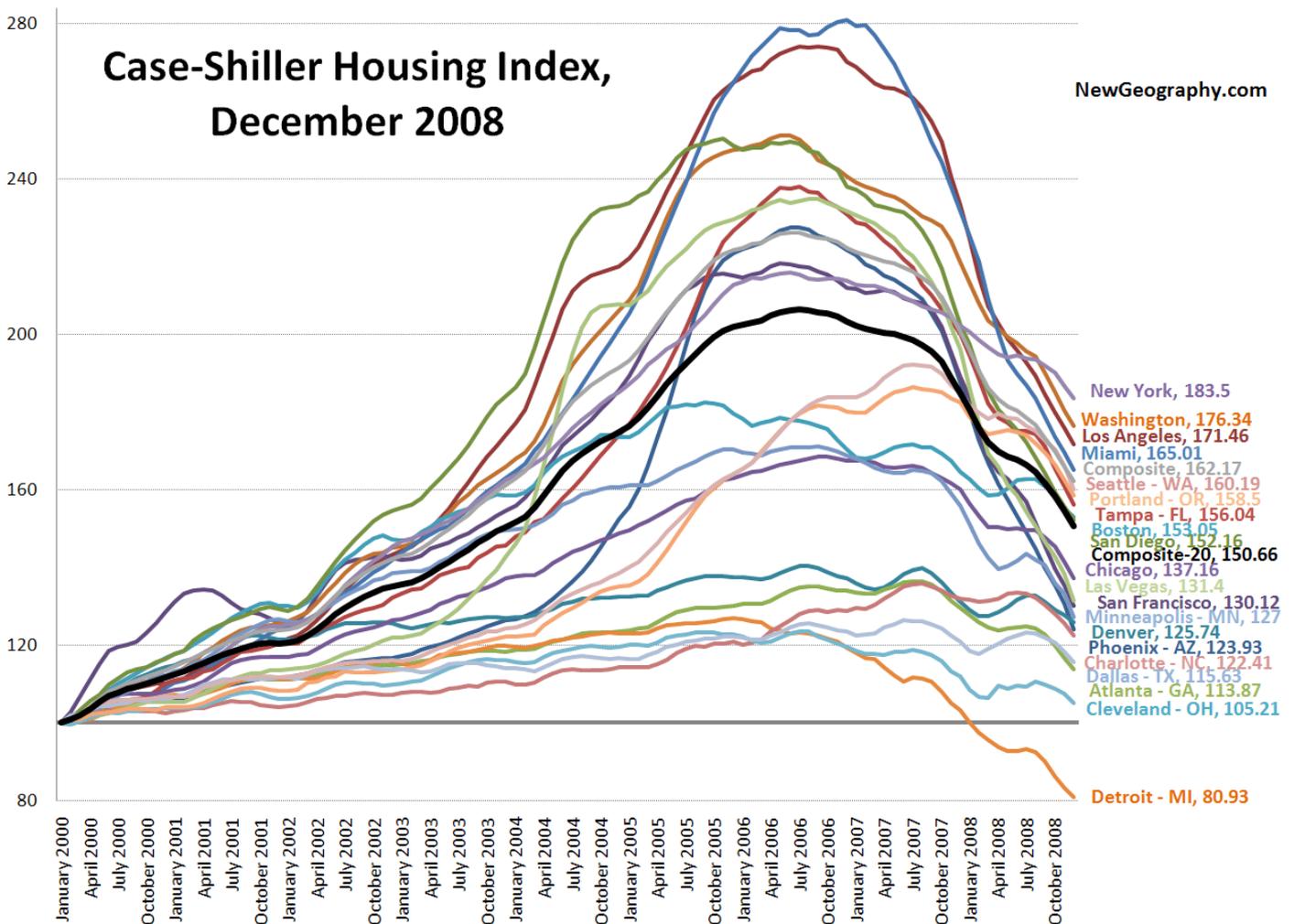
« Maîtriser l'instabilité financière : les leçons d'Hyman Minsky »

Une vidéo de la chaîne YouTube Xerfi Canal

L'hypothèse de l'instabilité financière est soutenue par Hyman Minsky qui prétend que le système financier international est par définition instable, et se caractérise d'un mouvement alterné entre stabilité et instabilité.

https://youtu.be/_Y7-6EzfUUM

Document 5 : indice Case Shiller des prix des logements (dans 20 états aux USA), décembre 2008



- La bulle s'explique par le fait qu'un titre atteint un niveau de prix d'échange sur un marché nettement supérieur à la valeur financière des biens ou des actifs concernés
- Sur les courbes on observe que l'indicateur de Miami augmente d'environ + 180 % (passage de l'indice 100 à presque 280) et l'indice de Los Angeles (passage de l'indice 100 à l'indice 275).

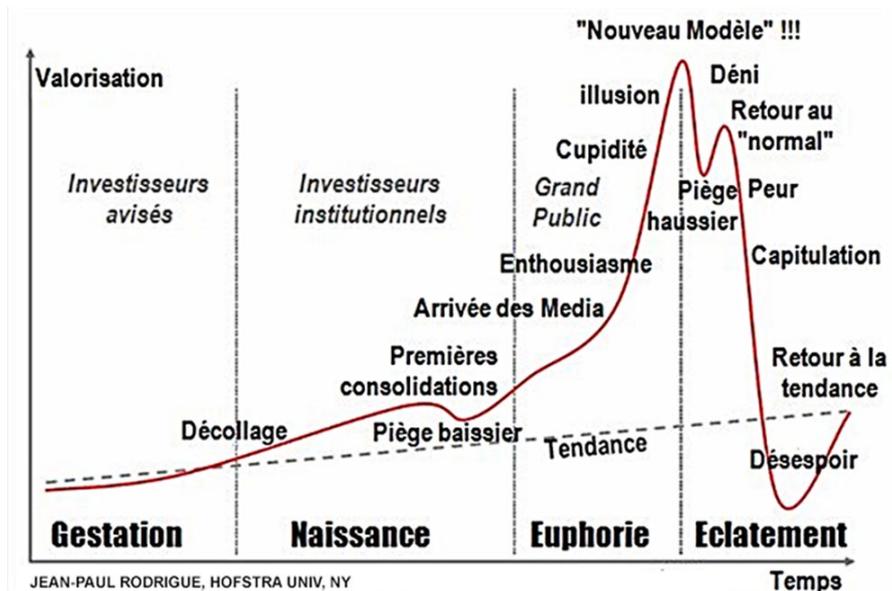
L'éclatement des bulles spéculatives

Et de combien diminuent les mêmes indices entre décembre 2006 et décembre 2008 ?

L'indicateur de Miami passe de l'indice 280 à l'indice 162, soit une chute de 42,14 % ; quant à l'indicateur de Los Angeles, il passe de l'indice 275 à l'indice 167, soit une diminution de 39,27 % dans le même temps

Justement... après le sommet... la chute ! Derrière les titres qui s'échangent, il y a des hommes et des femmes... avec leur état d'esprit, leurs forces, leurs intuitions, leurs faiblesses. Vendre et acheter procurent des plaisirs et des craintes. Certains se sont amusés à représenter l'état psychologique de *traders* et sa fragilité...

Comment cela fonctionne ? La bulle en quatre temps

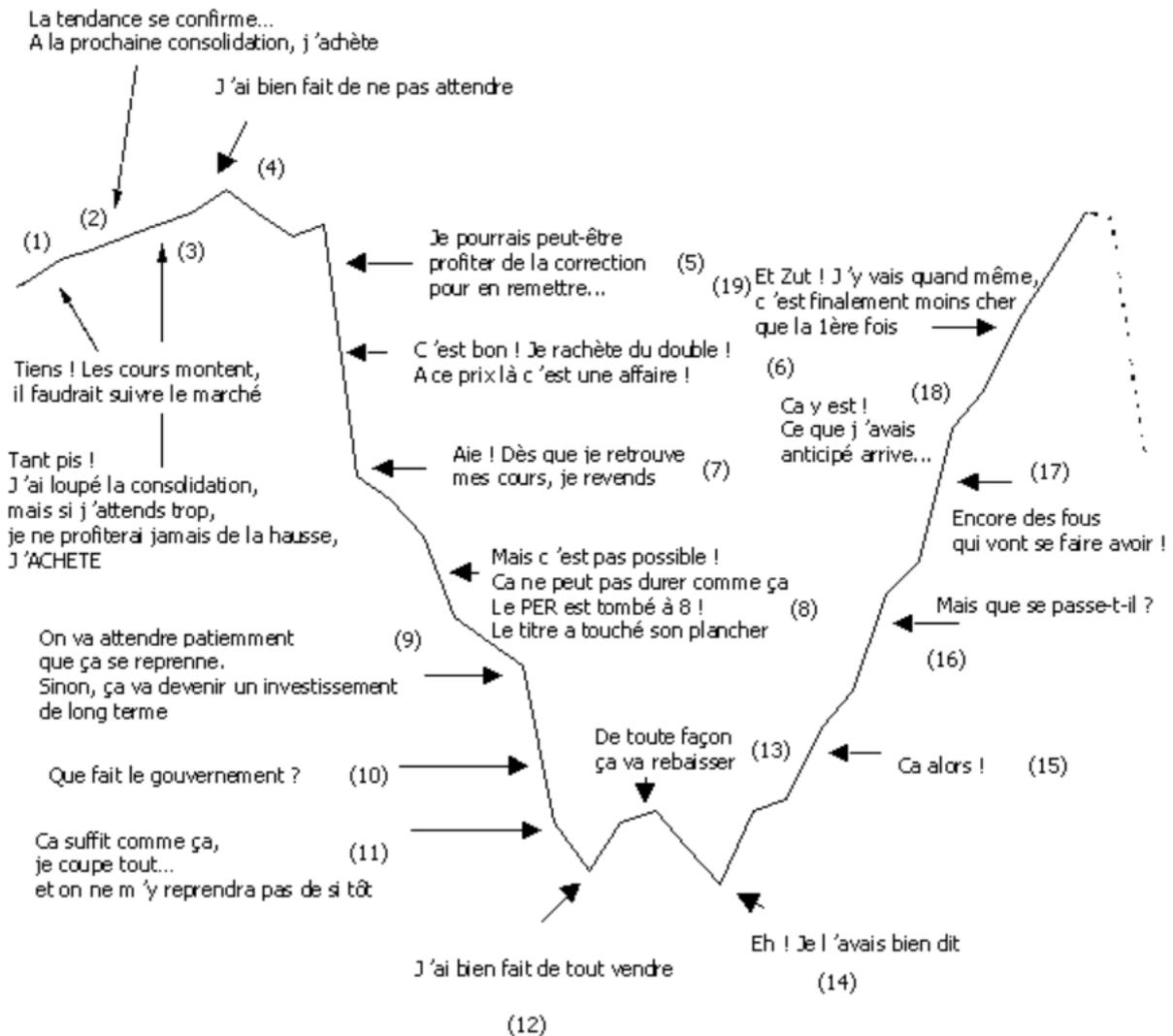


- **Gestation**
Le sentiment de confiance dans l'économie, l'optimisme des investisseurs avisés quant aux opportunités de profit offertes par un produit, provoquent une hausse modérée du prix d'un actif.
- **Naissance et Euphorie**
Ce mouvement initial entraîne des anticipations de hausses futures qui, elles-mêmes, attirent de nouveaux investisseurs. Puis la bulle s'autoalimente, notamment grâce à l'endettement : le détenteur d'un actif dont le prix monte aura tendance à investir dans l'actif qui l'a enrichi. Plus il s'enrichit, plus il sera capable d'emprunter. La bulle grossit, entretenue par des comportements « moutonniers ».
- **Éclatement**
À l'occasion d'un évènement (mauvaise statistique, faillite...), la bulle financière est suivie d'un retournement des anticipations et d'une chute brutale des prix.

Comment la psychologie du spéculateur influence-t-elle son comportement ?

- L'acheteur de titres qui font l'objet de ventes et d'échanges sans rapport direct avec la valeur économique des entreprises par exemple, est à l'affût de tout ce qui pourrait rapporter beaucoup en peu de temps.
- Vu que les **placements peu risqués** rapportent extrêmement **peu**, beaucoup d'**agents** se tournent vers des **placements risqués**, voire **très risqués**, car les **gains** peuvent être **énormes**.
- Du coup, lorsque des cours montent (exemples récents avec la cryptomonnaie), les anticipations sont positives et cela donne envie d'acheter.
- Comme on parie sur la montée des valeurs et que l'on continue à acheter, on a des prophéties auto-réalisatrices : ce que l'on prévoyait se produit.

- **L'enthousiasme** crée un contexte **d'euphorie...** qui s'écroule lorsque soudainement les cours chutent.
- Des hésitations peuvent surgir dans l'esprit, même si la peur de trop perdre conduit à tenter de vendre et à tenter de récupérer de l'argent : c'est une course à la liquidité qui commence).
- On a tendance à suivre ce que font les autres (**effet de mimétisme**), ce qui peut alimenter une panique générale et accentue en l'accélérant **la chute des cours**
- Ceux qui ont vendu à temps sauvent les meubles, mais pas les autres. Certains termes sont violents dans le second graphique : « peur », « capitulation », « désespoir »..
- Une fois qu'ils sont tombés au plus bas, on assiste à la **reprise** ! Elle peut surprendre et la hausse des valeurs peut être **très rapide**, surtout que le nouvel enthousiasme de nouvelles perspectives de profit compense les frustrations de la chute... jusqu'au prochain éclatement de la nouvelle bulle spéculative !



Pourquoi faut-il parler de désillusion ?

Il est illusoire que tout le monde gagne beaucoup d'argent à la Bourse. S'il y a des gagnants, c'est qu'il y a des perdants : si des acheteurs revendent bien c'est que d'autres passent à côté de certaines opportunités. Parfois on vend trop tôt, parfois trop tard.

Si le déni existe bien (on ne veut pas reconnaître qu'on s'est trompé, que la réalité est loin des valeurs du marché de la spéculation), on a toujours espoir que la situation s'améliore.

Mais comme les mouvements sont amplifiés et que le marché finit par être hors contrôle, la désillusion est grande. Du coup, lors du krach de 1929, beaucoup de spéculateurs, ruinés ou ayant ruiné de hautes fortunes, se sont suicidés de désespoir. Or l'histoire du système capitaliste, c'est l'histoire des crises économiques et financières.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Des subprimes à la crise mondiale

Les politiques économiques à l'épreuve de la crise, Couderc et Montel-Dumont

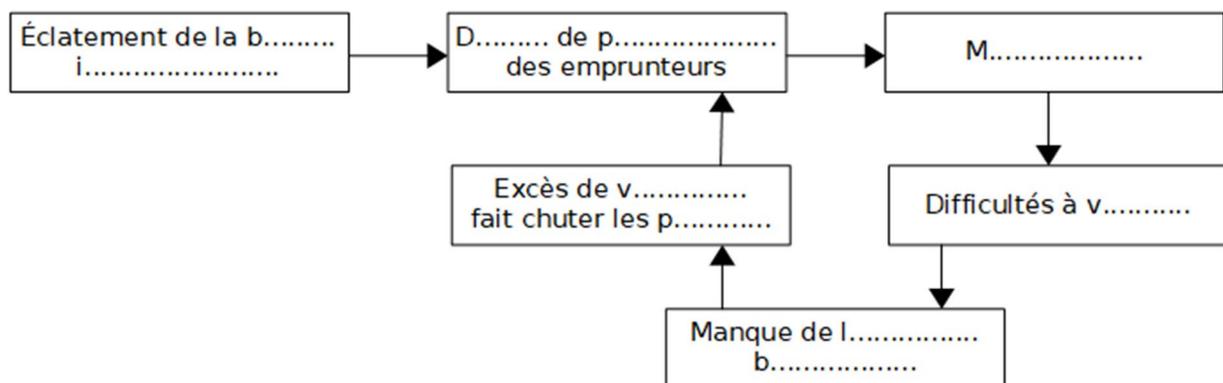
Le marché immobilier américain se retourne au second semestre 2006. Immédiatement, les conséquences de l'explosion de la bulle se font sentir sur les emprunteurs et les défauts de paiement augmentent dans le secteur des subprimes.

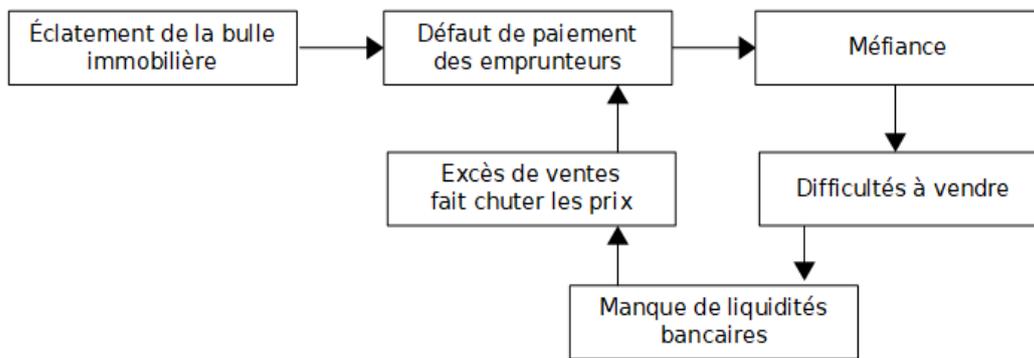
La diffusion d'informations sur la détérioration des crédits subprimes provoque une méfiance. [...] Dans ce contexte, beaucoup de produits [financiers] ne trouvent plus preneur, même à des prix dérisoires, et les institutions financières se mettent à craindre qu'une banque fasse faillite [...].

Dans le doute, les banques arrêtent de se prêter entre elles, ce qui entraîne une crise de liquidité. C'est une menace importante pour le secteur bancaire et plus largement l'économie : les banques ont en effet besoin de s'approvisionner quotidiennement en liquidités. Pour cela, elles vendent des actifs, ce qui implique que certains acteurs soient prêts à les acheter. Si personne n'en veut, les banques risquent de se retrouver à court de liquidités et de faire faillite. [...] À ce stade, la crise déborde le simple cadre des crédits subprimes pour se transformer en une grave crise de liquidité bancaire mondiale.

Un véritable cercle vicieux se met alors en place : la crise de confiance exerce une pression à la baisse sur la valeur d'un nombre croissant d'actifs détenus par les banques. Face à ces moins-values latentes, les banques sont forcées de vendre des actifs pour obtenir des liquidités. Elles se retrouvent devant l'alternative suivante : vendre des actifs dépréciés, réalisant ainsi des [pertes] et accentuant la chute des prix, ou vendre des actifs qui n'ont pas encore été touchés par la crise. Logiquement, elles choisissent massivement la seconde option. Mais ce raisonnement, parfaitement valable au niveau d'une banque, montre ses limites lorsqu'on le généralise : quand les ventes d'un actif de « bonne » qualité sont massives, son prix se met également à chuter. En d'autres termes, les comportements des investisseurs et des banques ont permis la propagation de la crise de marché en marché et de produit en produit.

Complétez le cercle vicieux de l'éclatement de la bulle spéculative





2. Comment se transmet la crise financière à l'économie réelle ?

Les effets de richesse négatifs et la contraction du crédit

- La **banque** est un **acteur central du système** : elle attire et prête les **capitaux** nécessaires aux **agents économiques**, donc à la **croissance**.
- Le **financement**, en particulier le crédit, est indispensable aux **investissements dans l'immobilier**, dans des machines, dans la formation...
- Souvent, les **sommes** sont très **importantes** : plusieurs centaines de milliers d'euros ou de dollars.
- En accordant un **crédit**, une **banque** crée de la **monnaie**, donc de la **richesse** ; à l'inverse, le **remboursement d'un crédit** correspond à une **destruction de monnaie**, donc à une **perte de richesse**.
- Le **taux d'intérêt** joue un **rôle important** : lorsque son montant est faible, il stimule **les crédits** car les frais qui s'y ajoutent sont modestes ; à l'inverse, lorsque son montant est élevé, il décourage les crédits car les frais sont chers.
- Lorsque la Réserve fédérale des États-Unis augmente le **taux d'intérêt directeur**, cela décourage les crédits et rend de nombreux ménages modestes dans l'incapacité de **rembourser les dettes** : la crise se déclenche !
- Toutes les **pertes financières** sont autant de **richesses économiques** en moins.
- Or lorsque les **ménages** ont des difficultés à payer leurs **dettes**, ils compriment **leur consommation** et **leurs investissements** : les **questions financières** agissent ainsi sur les **comportements économiques**, attestant du lien direct entre le système financier et le marché réel.
- Dans ce cas, on assiste à ce que l'on appelle « **un effet de richesse négatif** » : les agents doivent accroître leur **épargne de précaution** donc en diminuant leur **consommation** (avec des effets sur la croissance) et y faire appel lorsque le prix des actifs chute.
- Cela aggrave la crise économique, vu que beaucoup d'entreprises n'arrivent plus à disposer d'assez de **commandes**, la **demande** devenant faible.
- L'affaiblissement de la demande réduit les **perspectives de vente**, donc **d'offres**, d'entreprises qui vont déjà mal... la **dépression économique** (avec la spirale déflationniste : chute du PIB, des prix et des salaires, spirale infernale) risque de succéder à la **récession** (diminution sur deux trimestres du PIB).
- Le **système bancaire** se bloque : les banques qui ne font pas faillite manquent de **liquidités** et ne peuvent plus **accorder de crédits** (c'est le **credit crunch**), accentuant la chute de la demande, augmentant les offres en excès et empêchant le PIB de progresser.

La baisse du prix du collatéral et les ventes forcées

- En France, lorsqu'un **ménage** emprunte de l'argent pour acquérir un bien immobilier auprès d'une banque, il offre une **garantie** : en France, c'est le **virement du revenu** sur le compte.
- Aux États-Unis, les prêts immobiliers sont **hypothéqués** : l'**endettement** est possible, à condition que la dette puisse être remboursée avec la valeur du bien immobilier, si jamais le ménage n'arrive plus à payer sa dette.
- Les banques peuvent se prêter entre-elles, à conditions de disposer de titres financiers en contrepartie des crédits accordés. On appelle « **garantie** » ou « **collatéral** » cette contrepartie.

- Lorsque les prix de l'immobilier augmentent, la valeur du collatéral augmente et c'est favorable aux ménages (il y a un effet de **levier financier**) et aussi aux banques ; dans ce cas, les ménages renforcent leur capacité à emprunter, les banques à accorder des crédits, le contexte étant favorable
- Lorsque la crise des **subprimes** apparaît, de nombreux ménages doivent quitter leur maison, les banques – alors propriétaires des biens immobiliers – récupérant le collatéral.
- Les ménages se sont retrouvés obligés de vendre les biens : on parle de « **ventes forcées** ».
- Or les **récupérations** ont été très nombreuses en même temps et la valeur des **biens immobiliers** s'est effondrée !
- La baisse du prix du collatéral a été un facteur important de l'accentuation de la crise financière : elle renforce les **difficultés financières des banques** qui n'arrivent pas à compenser les pertes par la vente massive de maisons... dont le prix poursuit sa chute ! Ainsi, non seulement le marché de l'immobilier s'est **effondré**, mais beaucoup de banques ont fait faillite, dont l'une des plus grandes : la Lehman Brothers.

franceinfo:



POUR ALLER PLUS LOIN

Lehman Brothers : 15 septembre 2008, le jour où la crise a commencé
Une vidéo France Info

Le 15 septembre 2008, la banque américaine Lehman Brothers se déclarait en faillite. Elle a entraîné dans sa chute les Bourses du monde entier et plongé la planète dans une grave crise financière. Retour sur cette journée.

www.francetvinfo.fr/monde/usa/lehman-brothers-le-jour-ou-la-crise-a-commence_2939337.html



L'ESSENTIEL

Le marché boursier n'est pas toujours en phase avec l'économie réelle.

En effet, si les achats et ventes de titres financiers peuvent être utiles aux agents économiques, ils sont l'objet de comportements spéculatifs et de dynamiques d'euphorie qui s'auto-entretiennent.

Lorsqu'une crise de confiance grave apparaît, l'éclatement d'une bulle spéculative fait prendre conscience que les valeurs marchandées s'éloignent trop du réel, avec de nombreuses conséquences en chaîne, pouvant aller jusqu'à la faillite d'établissements bancaires.

Le blocage du système financier crée un effet de richesse négatif, qui fait baisser le prix du collatéral et pousse les banques à créer une contraction du crédit.

Prises de panique, les banques réalisent des ventes forcées : elles doivent tenter de vendre les biens immobiliers hypothéqués qu'elles ont réquisitionnés.

Les affirmations suivantes sont-elles vraies ou fausses ?

a) Une crise financière, qui affecte le système financier – et parfois le système bancaire ou du change ou des obligations – est marquée par une perte de contrôle par les autorités.	V F
b) L'éclatement de bulles spéculatives est un fait marquant des crises financières.	V F
c) On retrouve souvent les mêmes phénomènes en cas de crise boursière : un effet de contagion puis un effet de mimétisme.	V F
d) La panique bancaire se traduit le plus souvent par un manque de liquidités qui bloque le crédit.	V F
e) Aux États-Unis, les faillites des entreprises ont provoqué des faillites de banques.	V F
f) Tout est prétexte à spéculer : des titres financiers, des crédits ou parties de crédits, des céréales, des matières premières, des joueurs de foot...	V F
g) Les mouvements spéculatifs sont étroitement dépendants de l'état psychologique des traders.	V F
h) Les crises financières et les crises bancaires créent un effet de richesse négatif (perte de croissance économique : baisse du PIB).	V F
i) La baisse du collatéral signifie que la crise crée des dégâts collatéraux.	V F
j) Les ventes forcées sont l'obligation pour les ménages de vendre leurs biens pour tenter de rembourser leurs crédits et pour les banques de tenter de vendre les logements hypothéqués réquisitionnés.	V F

Concevez un plan (IA, IB, IIA et IIB) pour chacun des sujets suivants.

1. Quelles sont les ressemblances et les dissemblances des crises de 1929 et de 2008 ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



COMMENT CONCEVOIR UNE INTRODUCTION DE DISSERTATION ?

L'introduction (une vingtaine à une trentaine de lignes) est votre **premier contact** avec l'auditeur ou le lecteur : elle doit le placer dans de bonnes conditions à votre égard.

Elle ne s'improvise pas et répond à des attentes particulières, en respectant des **étapes incontournables**.

Si chaque matière peut avoir des attentes différentes, l'introduction en Sciences Politiques (notamment pour l'épreuve de note de réflexion personnelle) est **proche de celle qui est définie en Sciences Économiques et Sociales**, c'est-à-dire en Économie et/ou en Sociologie.

Il s'agit globalement...

- De susciter l'intérêt pour votre sujet et votre approche.
- De présenter en définissant, en traduisant et en montrant l'enjeu du sujet.
- De limiter dans l'espace et dans le temps le sujet et d'annoncer le plan.
- Plus précisément, il est recommandé de suivre les étapes suivantes :
 - ↳ **Une entrée en matière** sans utiliser les mots-clefs du sujet ou du thème (avec éventuellement la définition du mot-clef) : partir d'une anecdote, d'un chiffre, d'un projet, d'un incident ou d'un concept plus large qui inclut celui du sujet.
 - ↳ **Le sujet** : sa forme traduite (donc sans reproche reprend les mêmes mots dans le même ordre que celui donné, de préférence) grâce à des synonymes et des définitions, de façon à le traduire en termes précis mais simples et la présentation de son(s) enjeu(x) [à quoi sert de réfléchir à ce sujet, pourquoi est-il exprimé en ces termes, quel(s) problème(s) se trouve(nt) derrière, quelles sont les intérêts] ; cela suppose que vous ayez fait au préalable un décorticage de l'intitulé du sujet ; il est pratique de poser plusieurs questions (le questionnement) pour cerner ce sujet.
 - ↳ **La délimitation et l'annonce de plan** : un sujet étant parfois très large (voire universel comme en Philosophie), il faut lui fixer des limites géographiques (en principe c'est en Occident ou en Europe ou en France) et temporelles (depuis un siècle, depuis 1945, depuis 20 ans ou aujourd'hui) ; quant à l'annonce de plan, après avoir passé une ligne, elle est fondamentale et guidée par la problématique [une question fondamentale qui présente des enjeux ; ce n'est pas le sujet : c'est la façon dont on va démontrer la réponse nuancée au sujet] et souvent articulée autour de deux parties.

.....
.....
.....
.....
.....
.....

CORRECTION :

B D'après Émile Durkheim, ce qui caractérise le passage d'une société traditionnelle à une société moderne, c'est notamment le déclin de la conscience collective et l'essor de la conscience individuelle. **[Accroche]**

A Les deux s'opposeraient-ils ? L'individu vivrait-il replié sur lui-même en étant indifférent au reste de la société ? Comment se crée et se défait un lien social ? L'individu s'implique-t-il encore dans des combats collectifs ? À quoi sert un conflit ? **[Questionnement]**

C L'étude de la montée de l'individualisme et des conflits collectifs permettra de cerner le lien de l'homme moderne avec la société et de rendre compte d'une réalité complexe et multiforme. **[Enjeu]**

D Si l'individualisme marque les sociétés modernes en contribuant au déclin de certains conflits sociaux, ceux-ci participent largement à la régulation de la société. **[Annonce de plan]**

Exercice 2 : Remettez dans l'ordre les phrases suivantes et précisez à quoi correspond chaque étape, pour le sujet :

« Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ? »

A Derrière le traditionnel clivage entre la Gauche et la Droite en France, l'un des enjeux qui se cachent est la question de la répartition des richesses existantes (patrimoine) et nouvelles (fruits de la croissance économique).

B Dans quel état sont les inégalités économiques et sociales en France aujourd'hui ? Comment ont-elles évolué ? Sont-elles toutes justifiées ? Qu'est-ce qui est juste et qu'est-ce qui est injuste ? Pourquoi existe-t-il des appréciations différentes ? Quels moyens peuvent être utilisés pour y mettre fin ?

C Après avoir montré comment les inégalités économiques et sociales sont étroitement liées, nous montrerons en quoi la justice sociale se situe au cœur de débats idéologiques.

D L'étude des outils usités par les pouvoirs publics permettra de préciser le poids des inégalités et de s'interroger sur l'efficacité des actions.

E En effet, les positionnements respectifs sont différents, selon que l'on considère que le système économique crée spontanément de la justice ou de l'injustice sociale, sachant que par « justice sociale », il faut entendre une construction morale et politique qui vise l'égalité et/ou l'équité.

.....
.....
.....
.....
.....



COMMENT EXPLIQUER LES CRISES FINANCIÈRES ET RÉGULER LE SYSTÈME FINANCIER ?

La régulation du système financier reste délicate

COMMENT REDUIRE L'ALÉA MORAL DES BANQUES ?

1. En quoi le « too big to fail » a-t-il conduit de grandes banques à prendre des risques inconsidérés ?



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Too big to fail, Moenninghoff et Wieandt
Revue d'économie financière, 2011/1 (n°101)

Après des événements dramatiques et l'échec d'une opération de sauvetage, Lehman Brothers a été déclaré en cessation de paiement le 15 septembre 2008. Sans l'ombre d'un doute, cet événement a fait l'effet d'une douche glacée pour le système financier mondial et ébranlé encore plus un marché interbancaire déjà tendu au point de frôler le blocage total. Cependant, les mécanismes qui auraient permis la fermeture progressive de cette banque en minimisant l'impact de sa faillite sur le système financier n'étaient pas en place. À première vue, cette faillite était le contre-exemple parfait de la doctrine TBTF. Néanmoins, les événements qui ont suivi son effondrement ont révélé qu'il existe réellement des institutions financières qui sont trop grandes pour faire faillite, illustrant l'existence d'une doctrine TBTF au niveau mondial. L'onde de choc causée par cette faillite a ébranlé le système financier. Lehman Brothers a posé des risques de contrepartie non négligeables et a mis en évidence le manque de transparence sur les actifs bancaires régnant sur les marchés. En outre, les acteurs du marché monétaire ont compris que si Lehman Brothers n'était pas un établissement TBTF, d'autres grandes banques d'investissement ne l'étaient pas non plus. La détérioration de la confiance entre les banques, les préoccupations croissantes sur les liquidités et les difficultés potentielles des banques emprunteuses ont souligné qu'il était impossible d'évaluer les risques liés aux prêts sur le marché interbancaire. Compte tenu de l'absence de liquidités, les prix des actifs ont continué à chuter (...).

1. Synthétisez la faillite de Lehman Brothers.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. En étant importante et influente sur le marché bancaire, voire sur les marchés financiers, une grosse banque se sent puissante et ne pense pas à disparaître. Si elle prend des risques, elle se dit que vu les énormes sommes qui caractérisent les flux de capitaux, elle ne peut pas se retrouver privée d'activités. L'euphorie qui accompagne l'essor des bulles spéculatives rend aveugle sur les risques en faisant croire que l'expansion va se poursuivre encore très longtemps. Or aux États-Unis il n'existe pas de Caisse de dépôts et consignations, qui garantisse des fonds en cas de crise grave. Il n'y a pas non plus d'État-providence pour sauver un établissement privé... en tout cas dans le contexte de 2008. Donc autant les banques françaises peuvent prendre des risques, sachant qu'il y a des filets de secours, autant aux États-Unis, c'est plus risqué.

2. Comment les ratios de solvabilité permettent-ils de superviser les activités bancaires ?

- La Banque des règlements internationaux, située à Bâle en Suisse, a pour mission de limiter les accords de crédit des banques.
- Il faut en effet absolument que les banques soient solvables en possédant suffisamment de capitaux, pour faire face à leurs engagements, sinon les clients perdront leur confiance et les retraits massifs d'argent les conduiraient à la faillite.
- La première conférence de Bâle, en 1988 (en raison de plusieurs crises), avait par exemple imposé un certain rapport entre les fonds propres et – initialement – les crédits à accorder (le ratio Cocker ou Bâle I).
- Ainsi par exemple, si une banque voulait accorder un crédit de 100 000 euros et si le ratio Cocker était de 8 %, elle devait détenir... 100 000 euros x 0,08 = 8 000 euros de fonds propres.
- Depuis, le ratio Cocker a été remplacé en 2004 (suite aux crises mexicaine et asiatique) par le ratio Mc Donough : il correspond au rapport entre les fonds propres et plusieurs risques :

$$\text{Ratio Mc Donough} = \text{Bâle II} = \frac{\text{fonds propres}}{\text{risques de crédit} + \text{risques de marché} + \text{risque opérationnel}}$$

- Cela signifie qu'une banque doit tenir compte des risques et disposer d'assurer de capitaux pour accorder des crédits.
- Il s'agit bien ici de limiter l'éventuelle fragilité des banques en mettant en place un contrôle microprudentiel.
- Parallèlement, les banques centrales évaluent si les banques détiennent assez de réserves pour résister aux chocs : on parle alors de contrôle macroprudentiel.



POUR ALLER PLUS LOIN

La politique macroprudentielle – Un article du Ministère de l'Économie
A voir sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances
www.economie.gouv.fr/hcsf/politique-macroprudentielle



L'ESSENTIEL

Ce n'est pas parce qu'un établissement financier du secteur est ancien, grand et réputé, qu'il ne peut pas faire faillite. C'est pourtant l'illusion que suggère le mythe du « too big to fail » (trop grand pour faire faillite) ... alors qu'une très grosse banque des États-Unis a bien sombré. Il faut alors protéger les établissements bancaires – qui se sont exposés à des mouvements spéculatifs dangereux – d'eux-mêmes et leur excès de prise de risques, lorsque des contextes d'euphorie apparaissent. Il s'agit notamment de réduire le plus possible l'aléa moral des banques.

Pourtant les crises financières précédentes avaient conduit à créer un Comité de Bâle qui avait pris quelques règles nouvelles pour limiter certains comportements.

Ainsi Bâle I fixe un ratio fonds propres/crédits (le ratio Cocker). Bâle II l'enrichit de trois types de risques (crédit, marché, opérationnel). Mais ces ratios de solvabilité ne suffisent pas.

COMMENT SE RÉALISE LA RÉGULATION MONDIALE ?

1. Pourquoi faut-il réguler le marché financier ?



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Qu'appelle-t-on le système de Bretton Woods ? - Fiche thématique
www.vie-publique.fr

Le système de Bretton Woods est mis en place pour définir, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les contours d'une nouvelle architecture financière internationale. Fondé sur des accords signés dès 1944 par 44 gouvernements, il organise le système monétaire mondial autour du dollar américain, seule monnaie à être désormais convertible en or. On parle de Gold Exchange Standard, une once d'or fin correspondant à 35 dollars.

Il s'agit d'éviter une crise économique comme celle des années 1930, due aux changes flottants (évolution de la valeur des monnaies en fonction de l'offre et de la demande), aux dévaluations monétaires et à l'absence d'entente entre les États. Sur le plan institutionnel, les accords de Bretton Woods créent le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Le FMI doit permettre de fournir des liquidités aux pays en difficulté pour éviter de nouvelles dévaluations, alors que la BIRD (aujourd'hui une des composantes de la Banque mondiale) doit favoriser le développement économique.

Ce système accompagne les Trente Glorieuses et la prospérité économique des pays industrialisés. Mais en 1971, face à des déficits extérieurs, l'accumulation de dollars dans les réserves des banques centrales en Europe et au Japon, ainsi qu'une diminution des réserves en or américaines, le président Richard Nixon annonce unilatéralement la suspension de la convertibilité du dollar en or. Le retour des changes flottants marque l'échec du système. Le 8 janvier 1976, les accords de la Jamaïque confirment l'abandon du système des parités fixes. La conjoncture économique vit alors au rythme des variations de la valeur du dollar, qui expliquent en partie le premier choc pétrolier de 1973 ou encore la crise asiatique de 1997.

1. Quel est l'objectif des accords de Bretton Woods ?

2. Que craignaient les états présents à ces accords ?

3. Pourquoi l'économie américaine sort-elle grandie de ces accords ?

.....

4. Ces accords sont-ils une réussite ?

.....

.....

.....

.....

.....

1. Les accords de Bretton Woods sont des accords entre de nombreux pays à la sortie de la seconde guerre mondiale en vue d'organiser le système monétaire mondial.
2. L'objectif de ces accords est d'éviter une nouvelle crise économique comme celle des années 30 à l'origine de la seconde guerre mondiale.
3. A l'issue de ces accords, la monnaie américaine est la seule qui peut être convertie en or. 35 dollars représentent une once d'or. L'or étant une valeur refuge, le dollar sort grand face aux autres monnaies.
4. Malheureusement, ces accords seront suspendus en 1971. Le dollar devient alors la valeur principale, mais ses variations seront à l'origine du premier choc économique.

- Une **dislocation du Système monétaire international** institué par les **accords de Bretton Woods** (1944) (qui a institué des changes fixes, un contrôle des mouvements de capitaux et une régulation étroite du secteur financier et du système bancaire) et les innovations financières dans les années 1990 ont assuré une **globalisation financière libre et sans limites**.
- Henri Bourguinat parle de « *la règle des 3 D* » :
 - **Décloisonnement** : les marchés se retrouvent sans frontières et imbriqués les uns aux autres dans le cadre d'une mondialisation financière.
 - **Désintermédiation** : les agents n'ont plus besoin de passer par les banques pour réaliser opérations financières, des placements, des crédits, de la spéculation.
 - **Déréglementation** : avec des mouvements de capitaux libres de circuler et des autorités qui perdent la possibilité de surveiller et contrôler les marchés, l'intervention n'est plus de mise en cas de déséquilibres ; les marchés sont censés s'auto-réguler dans cet état d'esprit néoclassique.
- La révolution informatique avec Internet a été un moteur en accélérant et en diversifiant le processus de **globalisation financière et d'essor du marché financier**. Malheureusement, son **essor** a favorisé **l'instabilité du système monétaire**. La crise financière de 2008 a été révélatrice à la fois des **dysfonctionnements des marchés**, mais également du **manque de transparence et de contrôle** de ceux-ci.
- Le **contexte** des années 1990 a favorisé une libéralisation des **capitaux à l'échelle mondiale** et **l'apparition de multiples formes de combinaisons de placements** nouveaux.
- Des **innovations financières** sont apparues, comme la **transformation de crédits** (ou de parties de **crédits**) en **titres** échangés à la Bourse (**titrisation**). Tout devient alors prétexte à **spéculer**, de préférence lorsque le risque est **élevé** (car plus il est haut, plus il est rémunérateur).
- Certains **agents spéculateurs** ont été **excessifs**, sans se préoccuper des **risques** qu'ils prenaient aussi pour les autres : ils ont créé un **aléa moral** (préjudice en perte de confiance et de pertes financières).
- Les pertes abyssales causées par la crise des **subprimes**, l'explosion des **faillites** et les dégâts causés sur **l'économie réelle** de très nombreux pays ont fait prendre conscience aux dirigeants des institutions et aux élus politiques que **l'ultra-libéralisme** était dangereux et qu'il fallait à la fois redonner un peu de contrôle aux autorités, limiter les excès et anticiper mieux les dysfonctionnements et mouvements de panique.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Nombre d'enquêtes ouvertes et terminées par l'AMF (Autorité des marchés financiers) (2014-2018)

Enquêtes ouvertes par l'AMF	83	65	75	68	49
A l'initiative de l'AMF	33	25	26	24	20
Sur demande d'une autorité étrangère	50	40	49	44	29
Enquêtes terminées	68	75	71	55	64
A l'initiative de l'AMF	27	27	24	22	23
Sur demande d'une autorité étrangère	41	48	47	33	41

1. Comment ont évolué le nombre d'enquêtes ouvertes et le nombre d'enquêtes terminées entre 2014 et 2018 ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. Qu'est-ce ce qui justifie l'intervention de l'Autorité des marchés financiers ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1. En l'espace de 4 ans, le nombre d'enquêtes ouvertes par l'AMF est passé de 83 à 49, soit une division par 1,69 (coefficient multiplicateur).

Dans le même temps, les enquêtes terminées ont peu diminué : une baisse de 4 enquêtes (écart absolu), soit seulement 5,88 % (taux de variation global).

2. Le marché financier global est devenu opaque et incontrôlé. La déréglementation s'est révélée nocive en encourageant des mouvements spéculatifs accentués par la titrisation.

Les dégâts ont été très importants et la passivité ne peut pas se poursuivre.

L'Autorité des marchés financiers doit permettre d'éviter notamment les faillites et l'intervention des prêteurs en dernier ressort, limiter les comportements qui alimentent un aléa moral et empêcher l'explosion de la dette publique issue de l'intervention des pouvoirs publics.

2. Comment peut-on réguler le marché financier ?

- Reprendre (un peu) le **contrôle des banques** pour limiter l'**aléa moral** – comme nous l'avons vu un peu plus haut – est une condition nécessaire mais pas suffisante pour assainir le système et le rendre plus sûr.
- Des **organismes internationaux spécialisés** ont pour mission de superviser l'ensemble du **système bancaire** : le *Financial Stability Board*, et en Europe, le Conseil Européen du Risque Systémique (CERS) ont ce rôle.
- Des décisions internationales ont été indispensables, notamment en limitant les paradis fiscaux, dont le nombre a bien diminué. Les Accords de Bâle ont été incontournables en ce sens.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Qu'appelle-t-on le système de Bretton Woods ? - Fiche thématique

www.vie-publique.fr

La globalisation financière requiert des normes prudentielles à caractère universel. La première régulation de ce type a été la régulation dite de Bâle. [...] Les accords de Bâle II comprennent trois piliers relatifs aux ratios de solvabilité, à la supervision et à la discipline de marché.

Le premier pilier cherchait à prendre en compte plus finement les risques encourus par les banques. Il a introduit des exigences de fonds propres pour couvrir les risques de marché [...]. Le deuxième pilier visait à améliorer les dispositifs de supervision (par les autorités concernées) et de surveillance (par les acteurs des marchés) de la capitalisation et de la politique de gestion des risques des banques. [...] Le troisième pilier, appelé « discipline de marché », impose une plus grande transparence sur l'actif, les risques et la gestion des banques ainsi qu'une meilleure communication d'informations.

Michel Aglietta et Natacha Valla, *Macroéconomie financière*, La Découverte, coll. Grands Repères Manuels, 2017.

1. A quoi correspondent les trois piliers des accords de Bâle II ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. Comment se justifie chacun de ces piliers ?

1. Une banque qui veut attribuer des crédits doit renforcer ses fonds propres.

Les autorités spécialisées dans le contrôle du marché et des comportements des agents ont eu à reprendre leur rôle sur les mouvements de capitaux et sur la gestion des risques des banques.

La transparence sur les titres, sur les risques et sur les façons dont les banquiers gèrent les actifs, s'accompagne de plus de communication avec les autorités.

2. Pour les fonds propres : trop de banques avaient accordé des crédits sans être très exigeantes (le fondement des subprimes était de prêter à des ménages modestes), sans disposer de garanties monétaires en échange, donc elles prêtaient de l'argent... qu'elles n'avaient pas !

Pour le contrôle : la désintermédiation et la déréglementation ont accentué l'explosion de multiples titres dont la nature, l'origine et les cheminements ont échappé à tout le monde ; aucune autorité n'a réussi en pleine panique à avoir le contrôle et à intervenir pour limiter les dégâts.

Transparence et communication : le marché est devenu opaque et la régulation n'a pas pu se faire dans de bonnes conditions ; les traders et les banques n'avaient pas de comptes à rendre sur la spéculation.

- Des règles prudentielles ont été mises en place : il s'agit **d'anticiper des risques** de non-remboursement des crédits par les agents.
- Au niveau micro-prudentiel – comme nous l'avons vu plus haut – les **banques** doivent alors disposer de **fonds propres suffisants** pour accorder des **crédits** ; les autorités surveillent alors le **ratio crédits/fonds propres** (il s'agit du ratio **Cocke** ou de **Bâle I**), qui détermine la **solvabilité** des banques.

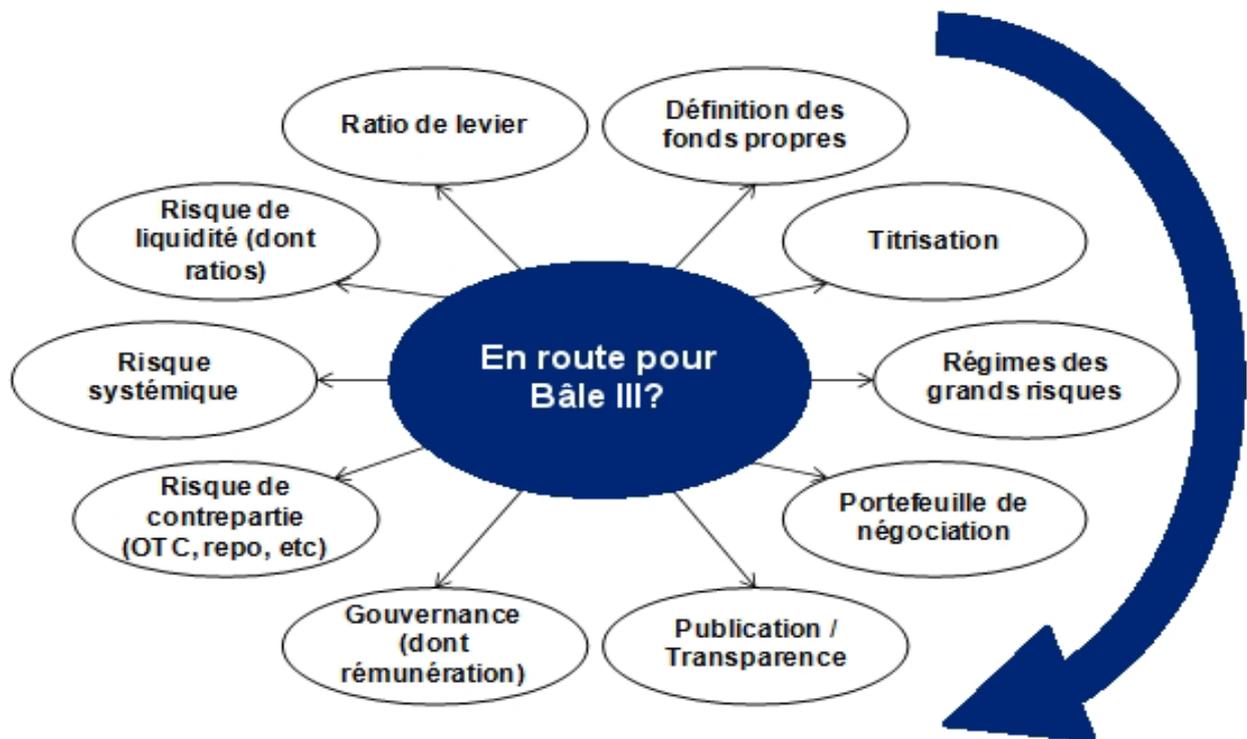


RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Définissez d'après vos recherches la notion de solvabilité ?

La solvabilité est la capacité d'un agent (personne ou entreprise) à pouvoir rembourser ses dettes grâce à des moyens suffisants. En déterminant la solvabilité de cet agent, on évalue donc sa capacité à honorer ses dettes ou à l'inverse son risque d'insolvabilité.

- Le manque de **transparence** sur un marché **déréglementé** (donc sans contrôle) crée des failles dans les **informations** (manque de fiabilité des statistiques, mensonges) : il est nécessaire d'améliorer celle-ci.
- La **complexification des produits et des montages financiers** associée à la **titrisation** renforce cette **opacité** : il faut alors limiter la titrisation et créer des « **chambres de compensation** ».
- La désintermédiation et l'essor du « gré à gré » ont empêché un **contrôle des opérations** : une intervention des pouvoirs publics devient utile.
- Les **sauvetages d'urgence** par les États (qui prennent alors des risques pour eux-mêmes donc pour les contribuables) ont sans doute créé de nouvelles conditions aux **bulles spéculatives** à venir : les banques ne doivent pas faire payer à la société leurs erreurs.
- En ce but, la **réglementation financière**, pourtant insuffisamment efficace, est en principe assurée à plusieurs niveaux par des « **Autorités** », des règles nationales... la supervision est elle-même complexe et largement impuissante : elle doit être plus efficace.
- Certains observateurs prônent la mise en place de **politiques macroprudentielles** visant une plus grande stabilité financière par un meilleur contrôle des crédits (politique contracyclique) et des *hedge funds*. C'est l'esprit des accords de Bâle (depuis la fin des années 1980) :



POUR ALLER PLUS LOIN

Régulation : définition et enjeux

Afin de mieux comprendre cette notion de régulation et son application en France ou à l'étranger, voici un article du site pédagogique la finance pour tous.

www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/fonctionnement-du-marche/regulation/regulation-definition-et-enjeux/

- Le ratio de solvabilité est un outil utilisé couramment pour permettre le diagnostic économique à une société ou un tiers. Il s'agit d'un indicateur en pourcentage qui représente la faculté d'une entreprise à rembourser ses dettes.
- Ce ratio de solvabilité est un indicateur de la santé financière d'une entreprise. Cela lui permet de prendre le risque de se développer en prouvant qu'elle a la capacité de rembourser ses emprunts.
- Si le calcul : $\text{actif} - \text{dette} > 0$, alors l'entreprise peut se développer sereinement. En effet, ses actifs (bâtiments, savoir-faire, machines) ont une plus grande valeur que l'endettement possible qui peut être effectué.



POUR ALLER PLUS LOIN

Quels sont les différents ratios de solvabilité ? (Définition, aide, lexicque, tuto, explication)

Afin de mieux comprendre cette notion voici une vidéo explicative.

<https://youtu.be/EZ3LSBF5wIM>



L'ESSENTIEL

Les dysfonctionnements d'un système financier mondial apparaissent au grand jour, après une rapide panique générale mais aussi après une longue libéralisation des mouvements de capitaux que la désintermédiation, le décloisonnement et la déréglementation ont largement assurée.

Une régulation mondiale (réglementation, politiques macroprudentielles, coordination...) apparaît alors indispensable pour limiter les risques de fragilisation du système bancaire et financier.

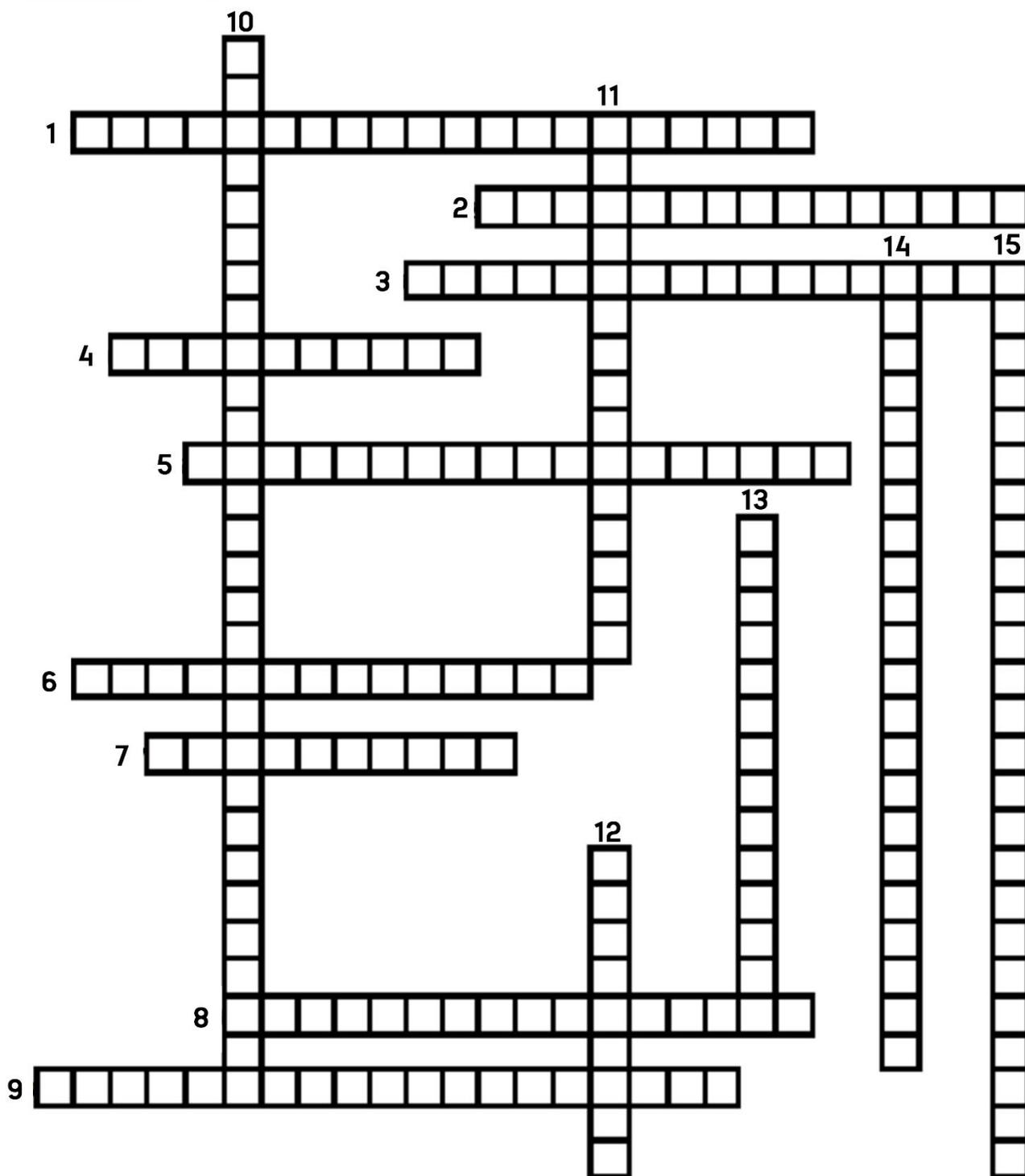
Cela donne notamment l'occasion de redonner des missions aux banques centrales et à des autorités de régulation.

S'il n'existe pas de solutions miracles pour assurer des garanties au fonctionnement du système financier (qui – par définition – est largement fondé sur la prise de risques) et pour limiter l'instabilité financière, il paraît incontournable de mettre en place des mesures de taille.

Pour engager les agents sur le micro-prudentiel, une surveillance accrue de la spéculation et des crédits bancaires (encadrés par des ratios de solvabilité plus stricts) et la séparation des activités de financement et de spéculation, se sont révélées indispensables.

Sur le plan des politiques macro-prudentielles, le retour des autorités de surveillance et la coopération entre États ont été également nécessaires, au même titre que la réduction (à défaut de pouvoir éliminer) des paradis fiscaux, par exemple.

Mais de nombreux problèmes restent non réglés... Les comportements spéculatifs et les prises de risques sont redevenus nombreux, les agences de notation n'ont pas réellement été remises en cause, beaucoup de marchés sont encore très opaques (shadow banking system), les moyens dont disposent les autorités sont peu dissuasifs... ce qui crée des conditions idéales pour l'arrivée d'autres crises !



- 1 capacité des banques à accorder des crédits par rapport à leurs fonds propres
- 2 activités qui concernent les biens et services
- 3 mouvement général qui amplifie la crise
- 4 comportements d'imitation
- 5 politique qui vise à limiter les risques d'une crise systémique
- 6 remboursement de dettes par la vente de titres
- 7 contrepartie de crédits sous forme de titres ou d'actifs
- 8 blocage financier et bancaire
- 9 gonflement exagéré de valeurs d'actifs par rapport à leur prix réel
- 10 anticipation d'évolutions qui ont effectivement lieu
- 11 gère le système bancaire
- 12 système qui concerne les flux de capitaux
- 13 déclencheur de crises boursières graves
- 14 préjudice qui affecte les banques
- 15 conséquence d'une hausse d'épargne qui affecte la croissance économique

Multiple horizontal dashed lines for writing exercises.



Vous pouvez maintenant faire et envoyer le **devoir n°1**

